



## Évaluation finale

Burkina Faso : 00113701 - PBF/IRF-292, Mali : 00113700 - PBF/IRF-291

Le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies (PBF)

### RAPPORT D'ÉVALUATION FINAL

## Les jeunes et la paix : Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso

Période du projet : 2019-2021

Alejandro E. Rausch, Consultant

Yusra Qadir, consultante

Lassine Diarra, Consultant national Mali, Burkina Faso

28 mai 2022

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Mali et Burkina Faso

## Table des matières

Résumé exécutif.....	5
1. Analyse du contexte.....	8
2. Le projet : Les jeunes et la paix.....	10
a. Objectifs, changements attendus, résultats attendus.....	11
b. Les parties prenantes du projet.....	11
c. Budget total par agence.....	12
3. L'évaluation finale.....	12
a. Objectifs de l'évaluation.....	12
b. Objectif et portée de l'évaluation.....	13
c. Approche et méthodologie de l'évaluation.....	13
d. Méthodologie pour la compilation et l'analyse des informations.....	14
- Méthodes quantitatives :.....	14
- Méthodes qualitatives :.....	14
4. Résultats de l'évaluation.....	16
a. Pertinence.....	26
b. Cohérence.....	27
c. Efficacité.....	27
d. Efficacité.....	30
e. L'impact.....	30
f. Intégration.....	31
g. Durabilité.....	31
h. Quelques enseignements clés.....	31
- Facteurs institutionnels.....	32
- Facteurs programmatiques.....	33
- Facteurs de soutien.....	36
5. Défis et opportunités.....	38
6. Recommandations.....	41
7. Les Annexes.....	44

Annexe I : Matrice du Cadre Logique .....	45
Annexe III : Gestion du Projet .....	60
Annexe IV: Documents examinés.....	61
Annexe V : Questionnaire Pour L'équipe De Projet/Équipe Technique/Parties Prenantes.....	65
Annexe VI : Enquête pour la communauté/bénéficiaires .....	75
Annexe VII: Guide des discussions de groupe pour les parties prenantes.....	78
Annexe VIII: Liste de les parties prenantes .....	79
Annexe IX: Liste de les parties prenantes.....	80

## Liste d'abréviations et d'acronymes

A2N	Association Noode Nooto
OIT	Bureau international du travail
CNO	Comité directeur national
CGD	Centre pour la gouvernance démocratique
CNJ	Conseil national de la jeunesse
CEDEAO	Commission économique pour l'Afrique de l'Ouest (
UNDG	Groupe des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
UGP	Unité de gestion du programme
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PBF	Fonds pour la consolidation de la paix
UNMIS	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Haïti Mali
UNS	Système des Nations Unies

## Résumé exécutif

L'Afrique subsaharienne a connu une recrudescence dévastatrice des attaques terroristes, les pays dits sahéliens comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso ayant vu le nombre de victimes liées au terrorisme multiplié par cinq depuis 2016. La situation est encore exacerbée par la dégradation de l'environnement, la mauvaise gouvernance et l'afflux massif de migrants en provenance d'autres États d'Afrique subsaharienne.

Pour trouver une solution à long terme aux conflits de la région, il faut comprendre les chemins empruntés par les jeunes.

Le projet "Jeunesse et Paix : Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso" était un projet pilote du Système des Nations Unies (SNU) qui visait à promouvoir l'engagement et la participation des jeunes dans le processus de consolidation de la paix et de la sécurité par le biais d'une approche de gouvernance participative, impliquant les jeunes en tant qu'acteurs de paix et agents de développement dans les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits. Le projet a soutenu les gouvernements du Mali et du Burkina Faso dans la mise en œuvre de la stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel pour la paix et la sécurité.

L'évaluation finale s'est concentrée sur la mesure des résultats de développement et des impacts potentiels générés par le projet conjoint, les options de mise à l'échelle, l'efficacité du projet, les leçons apprises et les bonnes pratiques qui peuvent être utilisées pour la programmation future. Des méthodes quantitatives et qualitatives ont été utilisées par l'évaluation. D'après le rapport final et la matrice des indicateurs, le projet a atteint tous les résultats escomptés. L'évaluation a approfondi les interactions avec les parties prenantes et les communautés afin de qualifier ce succès et d'identifier les leçons apprises.

Le projet a abordé les priorités nationales ainsi que celles des groupes cibles grâce à des consultations initiales et à la participation active des jeunes et de leurs organisations représentatives pendant la phase de démarrage. L'implication des jeunes hommes et des jeunes femmes avec les dirigeants communautaires et les autorités locales pour identifier les problèmes au sein de la communauté a été un point de départ pour une plus grande implication dans la paix. Les femmes, comme les jeunes, commencent à faire entendre leur voix. Le projet a su prendre en compte à la fois les priorités et la stratégie des deux pays et les principes d'égalité des sexes et des droits de l'homme.

Malgré les difficultés rencontrées, les progrès en termes de changement sont perceptibles. L'engagement des autorités et des acteurs dans la prévention et la gestion des conflits, l'acceptation du dialogue entre les leaders traditionnels et religieux et les jeunes (filles et garçons) à travers des échanges lors d'ateliers et de formations, ainsi que la compréhension de la nécessité d'impliquer les jeunes dans la prise de décision dans les structures étatiques et non étatiques de prévention et de gestion des conflits, et la prise en compte de leurs besoins et aspirations restent des éléments positifs en termes de changement de comportement et de société.

Les changements dans la perception des jeunes par les chefs traditionnels et religieux sont perceptibles grâce aux activités de plaidoyer et de sensibilisation menées à leur intention. Cette catégorie d'acteurs clés partage l'espace d'apprentissage et de concertation avec les jeunes lors des sessions de formation. Le processus de participation et d'appropriation doit être renforcé ainsi que le système de suivi et d'évaluation contribuant à l'efficacité et à la durabilité.

La structure de gestion du projet était bien conçue, mais certaines parties prenantes ont estimé que le comité directeur aurait dû se réunir plus régulièrement et jouer un rôle plus actif dans la mise en œuvre du projet. Il y a eu des limitations en termes de travail et de coordination transfrontaliers en raison du conflit. Par conséquent, les ressources financières fournies semblent raisonnables, dans les conditions politiques, institutionnelles et de sécurité actuelles, une mobilisation plus importante aurait pu être efficace ou efficiente. Un suivi plus poussé des cohortes de jeunes qui ont participé pourrait être utile.

Dans la mesure où nous pouvons comprendre et juger la feuille de route qui a été établie, les intrants utilisés et les partenaires de mise en œuvre étaient ceux disponibles. Une participation plus active, une interaction et un suivi des résultats auraient pu contribuer à améliorer l'efficacité et l'efficacité.

Sur la base de ce qui a été fait et appris à ce stade, analyse et échange d'informations entre les agences, ainsi que PBF et fertilisation croisée avec d'autres pays.

Des acteurs clés du secteur public, des communautés locales, des ONG et des bénéficiaires ont été impliqués progressivement dans la phase de démarrage de ce projet. Bien que le projet ait pu impliquer divers acteurs étatiques, régionaux, communautaires et locaux ainsi que des jeunes bénéficiaires, en raison des conditions politiques, sociales, économiques et sécuritaires, sa durabilité n'est pas assurée. De plus, dans les zones transfrontalières identifiées, en raison des conflits et des problèmes de sécurité rencontrés.

Les communautés et les bénéficiaires étaient satisfaits du projet et ont déclaré qu'ils espéraient des lendemains meilleurs et que le projet les avait dotés de compétences leur permettant de remarquer un problème et de le traiter sans le laisser dégénérer en conflit. Les communautés pensent également que l'inégalité entre les sexes est un problème majeur et qu'il a été abordé par le projet. Les bénéficiaires pensent que la situation dans leurs communautés s'est améliorée grâce au projet. Les participants ont déclaré qu'ils souhaitaient une plus grande implication dans le projet, dès la phase de conception, afin que le projet aille de la base vers le sommet. Ils ont également déploré l'absence d'un pilier du projet axé sur l'activité économique ou le développement des moyens de subsistance afin de donner aux jeunes hommes et aux jeunes femmes une chance de gagner leur vie - ce qu'ils considèrent comme le meilleur moyen de lutter contre l'extrémisme ou la vulnérabilité des jeunes à s'engager dans le conflit. L'équipe du projet a également rencontré des difficultés pour cibler les femmes en raison de problèmes de sécurité et de culture.

Les recommandations clés comprennent le déploiement d'un programme de phase 2, l'inclusion d'approches pour la consultation de la communauté et la recherche d'un moyen de maintenir la communauté impliquée dans les processus relatifs au projet (suivi, activités, actions menées par la communauté, évaluation, etc.) L'intégration de la dimension de genre et la prise en compte d'autres thèmes transversaux nécessitent également une plus grande attention de la part de l'équipe du projet. Une plus grande implication des femmes, davantage d'activités transfrontalières et l'ajout d'un pilier économique/de génération de moyens de subsistance font également partie des recommandations. Pour une programmation plus cohérente et un soutien holistique aux jeunes, l'évaluation recommande une phase 2 avec une programmation accrue pour les jeunes femmes et l'ajout d'une composante économique/de subsistance. La phase suivante devrait être mise en œuvre à la lumière des enseignements tirés de cette phase.

## 1. Analyse du contexte

L'Afrique subsaharienne a connu une recrudescence dévastatrice des attaques terroristes, les pays dits sahéliens comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso ayant vu le nombre de victimes liées au terrorisme multiplié par cinq depuis 2016. Dans un rapport récent, le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWAS) a indiqué qu'au Burkina Faso, au Mali et au Niger notamment, le nombre de victimes du terrorisme a doublé en 2016 "avec plus de 4 000 décès signalés pour la seule année 2019, contre quelque 770 trois ans plus tôt" (UN News, 2020). Dans ces deux pays, la situation sécuritaire reste volatile et instable, les groupes armés non étatiques tentant d'instrumentaliser les tensions communautaires, d'exploiter les fissures du tissu social et de créer un environnement de violence généralisée et de violations des droits de l'homme, perturbant l'accès aux services sociaux de base, générant des déplacements massifs de population et sapant la cohésion sociale.

La situation est encore exacerbée par la dégradation de l'environnement, la mauvaise gouvernance et l'afflux massif de migrants en provenance d'autres États d'Afrique subsaharienne. Entre-temps, pour expliquer les causes sous-jacentes des conflits armés, de la lutte pour le contrôle des ressources et du terrorisme international dans la région, on a généralement mis l'accent sur l'absence de facteurs socio-économiques structurels, notamment les opportunités économiques, les niveaux élevés de pauvreté et l'exclusion politique<sup>1</sup>. L'insécurité affecte gravement l'accès humanitaire aux populations les plus vulnérables et l'accès des communautés aux services de base. L'insécurité croissante dans le nord, le long de la frontière avec le Mali et le Niger, a entraîné le déplacement de plusieurs communautés au Burkina Faso.

Il est important de noter que si la mauvaise gouvernance, les taux élevés de chômage des jeunes, la pénurie de ressources et la pauvreté ont contribué à ces tendances négatives en matière de conflit, il est essentiel de prendre également en compte les éléments démographiques. Un taux de chômage élevé et la marginalisation politique et économique ont été mis en évidence comme certaines des raisons structurelles pour lesquelles les pays sont confrontés à des défis démographiques (tels qu'un afflux de jeunes) et sont plus susceptibles de connaître des conflits armés et le terrorisme.

Avec la majorité de la population du Burkina Faso âgée de moins de vingt-cinq ans et plus de 40 % vivant dans la pauvreté, l'incapacité du gouvernement à fournir des services essentiels crée le risque que les attentes croissantes en matière de développement social et économique ne soient pas satisfaites<sup>2</sup>. Ces facteurs de risque, ainsi que la pauvreté rurale et la concurrence pour des ressources rares, contribuent à l'insécurité et aux troubles politiques et menacent les sources de résilience, notamment l'histoire du pays en matière de pluralisme religieux et de société civile

---

<sup>1</sup> Une menace démographique ? LES DÉFIS DE LA JEUNESSE, DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ AU SAHEL (UNFPA, PRIO) - [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/en\\_-\\_demographic\\_threat\\_-\\_youth\\_peace\\_and\\_security\\_in\\_the\\_sahel.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/en_-_demographic_threat_-_youth_peace_and_security_in_the_sahel.pdf)

<sup>2</sup> Index Mundi, " Profil démographique du Burkina Faso ", dernière mise à jour le 7 décembre 2019, disponible sur [www.indexmundi.com/burkina\\_faso/demographics\\_profile.html](http://www.indexmundi.com/burkina_faso/demographics_profile.html).

dynamique<sup>3</sup>. Depuis sa création, la violence a considérablement augmenté, 2019 ayant enregistré 64 % de tous les incidents violents signalés depuis 2015.

Le Burkina Faso est confronté à d'importants problèmes de sécurité dus à des menaces internes et externes. En conséquence directe de l'instabilité dans les pays voisins, le Mali et le Niger, le pays a été confronté à plusieurs attaques terroristes. Le changement soudain de régime a laissé de profonds clivages politiques, ce qui rend le Burkina Faso très vulnérable. Dans les régions du nord, de nouvelles factions islamiques militantes apparaissent en raison de la marginalisation et de l'isolement géographique et socio-économique de la population<sup>4</sup>.

Le Mali est l'un des pays les plus jeunes du monde. Les jeunes représentent plus des deux tiers de la population malienne et jouent un rôle clé dans la paix fragile du pays. La paix à long terme commence avec eux. Et le Burkina Faso compte 59 % de la population totale âgée de moins de 20 ans ; 45,3 % de la population a moins de 15 ans ; 77,9 % de la population a moins de 35 ans : source 5<sup>ème</sup> RGPH). Avec une telle population de jeunes, il existe une opportunité de résoudre le conflit et de créer des chemins de paix basés sur la mise en œuvre de la résolution 2250 des Nations Unies.

L'"explosion" de la jeunesse signifie également que les jeunes doivent être engagés efficacement pour s'assurer qu'ils ne deviennent pas la proie de la radicalisation. Le phénomène de l'extrémisme violent est favorisé par une socialisation secondaire progressive par des groupes armés qui décident de s'exprimer par la violence. Les choix idéologiques radicaux sont souvent des réactions à l'inégalité, à l'injustice, à la frustration et aux besoins sociaux et économiques non satisfaits, et sont favorisés par la présence d'extrémistes étrangers qui importent des idées extrémistes. À cela s'ajoutent des facteurs politiques liés à la corruption, à l'impunité et à la mauvaise gouvernance.<sup>5</sup>

Diverses études (par exemple, une étude de Mercy Corps au Mali<sup>6</sup>) ont montré que si les efforts de lutte contre la violence se concentrent souvent sur les jeunes les plus défavorisés, de nombreux participants à l'étude ont exprimé des liens profonds avec leur communauté. Pour certains jeunes, rejoindre des groupes armés pro-gouvernementaux leur offre la possibilité de s'engager dans l'armée, promettant une stabilité économique éventuelle et un meilleur statut social, même si l'adhésion n'offrirait initialement que peu de gains financiers. Cependant, les jeunes viennent avec de l'espoir et croient souvent que certains processus amélioreront la sécurité, et ils espèrent bénéficier du processus de désarmement. Cependant, la lenteur des progrès et les échecs précédents dans les deux pays ont suscité le scepticisme.

L'avènement du COVID-19 n'a pas épargné les femmes, dont la plupart travaillent dans le secteur informel. En effet, la fermeture des marchés et des frontières a sérieusement affecté le pouvoir

---

<sup>3</sup> Conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations unies pour la population et du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets, Document de programme de pays pour le Burkina Faso (2018-2020).

<sup>4</sup> PBF 2 pager Burkina Faso - [https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/burkina\\_faso\\_two-pager.pdf](https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/burkina_faso_two-pager.pdf)

<sup>5</sup> [file:///C:/Users/Siobhan%20Pielow/Downloads/Journey%20to%20Extremism\\_report.pdf](file:///C:/Users/Siobhan%20Pielow/Downloads/Journey%20to%20Extremism_report.pdf)

<sup>6</sup> [https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-01/Mercy%20Corps\\_Mali\\_Hope%20and%20Fight\\_Report\\_Eng\\_Sept%202017\\_0.pdf](https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-01/Mercy%20Corps_Mali_Hope%20and%20Fight_Report_Eng_Sept%202017_0.pdf)

économique de la majorité des femmes travaillant dans le petit commerce (source : analyse de genre des effets du COVID-19 sur les secteurs socio-économiques).

Pour trouver une solution à long terme aux conflits de la région, il faut comprendre les chemins empruntés par les jeunes.

Au cours de la phase de lancement du projet, le coordinateur du projet a signalé que la situation sécuritaire s'était aggravée, suivie par l'impact de la pandémie COVID 19, ce qui a retardé et donc prolongé le calendrier du projet.

La situation sécuritaire dans la zone du projet, de part et d'autre de la frontière Mali-Burkina Faso, est particulièrement préoccupante. La situation dans la zone transfrontalière reste volatile et précaire. Du côté malien, l'année 2019 a été marquée par des conflits et des affrontements entre groupes ethniques armés et milices, accentués par des assassinats ciblés et des enlèvements. Au Burkina Faso, l'insécurité a également évolué. En effet, les zones d'intervention du projet (provinces du Yatenga et du Loroum dans le Nord et provinces du Soum et de l'Oudalan dans le Sahel) sont les zones les plus touchées par les actes d'extrémisme violent et les conflits intercommunautaires dans le pays.

Les bénéficiaires du projet vivant dans ces zones ne peuvent plus vaquer à leurs occupations et ont des difficultés à circuler librement. Cette situation a conduit le projet à prendre des mesures d'atténuation visant à réaliser les activités par le biais d'ONG nationales et d'associations locales, voire à envisager la délocalisation de certaines activités vers des sites plus accessibles.

Par ailleurs, l'apparition de la pandémie de Coronavirus au cours des derniers mois a conduit les gouvernements des deux pays à prendre des mesures de barrières en matière de santé et de sécurité. Ces mesures, notamment le confinement, le télétravail et la suspension des rassemblements, ont eu un impact sur la manière de travailler sur le terrain, entraînant la suspension de certaines activités sur le terrain. Certaines activités initialement prévues devront être réorientées ou reportées.

## 2. Le projet : Les jeunes et la paix

Le projet "Jeunesse et Paix : Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso" était un projet pilote du Système des Nations Unies (SNU) qui visait à promouvoir l'engagement et la participation des jeunes dans le processus de consolidation de la paix et de la sécurité par le biais d'une approche de gouvernance participative, impliquant les jeunes en tant qu'acteurs de paix et agents de développement dans les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits. Il visait également à renforcer la citoyenneté des jeunes afin de promouvoir leur engagement et leur participation aux processus de consolidation de la paix et de sécurité.

Le projet a soutenu les gouvernements du Mali et du Burkina Faso dans la mise en œuvre de la stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel pour la paix et la sécurité. Le projet fait également

partie du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS-BF) et contribue aux piliers 2 et 3 : **Pilier 2** : Renforcer les moyens d'existence des populations agricoles et pastorales en développant la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de manière durable et structurelle ; **Pilier 3** : Soutenir les communautés et institutions locales dans la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale par le renforcement du tissu socio-économique local.

### ***a. Objectifs, changements attendus, résultats attendus***

Conformément aux objectifs, trois résultats clés sont attendus du projet :

Resultat 1	Resultat 2	Resultat 3
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mécanismes et structures étatiques et non-étatiques de prévention et de gestion de conflits dans les zones du projet intégrant les jeunes, préviennent et résolvent de manière efficiente les conflits au niveau local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grâce à une participation accrue, les besoins et aspirations des jeunes sont mieux intégrés dans les mécanismes et structures de prise de décision au niveau local, avec des passerelles vers les niveaux, régional et national</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le dialogue et le partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière de promotion de la participation citoyenne des jeunes sont promus grâce à une approche transfrontalière et régionale.</li> </ul>

### ***b. Les parties prenantes du projet***

La stratégie du programme pour ce projet était de rechercher activement des synergies avec d'autres projets et initiatives. Le projet a soutenu les gouvernements du Mali et du Burkina Faso dans la mise en œuvre de la stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel pour la paix et la sécurité. Les partenaires ont travaillé en étroite collaboration avec les ministères de la jeunesse. D'autres organisations locales, le secrétariat du G5, les communautés, les gardiens, les personnes influentes étaient également des parties prenantes. Le PNUD, le FNUAP et d'autres organisations des Nations Unies ont également joué un rôle clé. Le Fonds pour la consolidation de la paix était également une partie prenante.

La liste détaillée des parties est incluse dans les annexes.

### c. Budget total par agence

Répartition des tranches en fonction des performances					
	Agent bénéficiaire 1	Agent bénéficiaire 2	Agent bénéficiaire 3	Agent bénéficiaire 4	TOTAL
	PNUD MALI	UNPFA MALI	PNUD BURKINA FASO	UNFPA BURKINA FASO	
Première tranche 30%	\$ 630.000,00	\$ 525.000,02	\$ 490.000,00	\$ 455.000,01	\$ 2.100.000,03
Deuxième tranche 70%	\$ 270.000,00	\$ 225.000,01	\$ 210.000,00	\$ 195.000,00	\$ 900.000,01
troisième tranche 0%	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 900.000,00</b>	<b>\$ 750.000,02</b>	<b>\$ 700.000,00</b>	<b>\$ 650.000,02</b>	<b>\$ 3.000.000,04</b>

## 3. L'évaluation finale

Le PNUD et le FNUAP ont commandé l'évaluation finale. L'**objectif général de l'évaluation finale indépendante était d'analyser les résultats de la mise en œuvre du projet.**

L'évaluation identifie et documente les leçons apprises par rapport aux critères OEDC/DAC tels que détaillés dans les termes de référence (en annexe).

### a. Objectifs de l'évaluation

- Analyser la pertinence et l'adéquation du projet en termes de : 1) du traitement des principaux moteurs de conflit et des questions de consolidation de la paix les plus pertinentes ; 2) de l'alignement sur la politique nationale de consolidation de la paix et les priorités nationales au Mali et au Burkina ; 3) de la question de savoir si le projet a tiré parti de la valeur

ajoutée de l'ONU dans les deux pays ; et 4) de la mesure dans laquelle le projet a abordé des questions transversales telles que le conflit et la sensibilité au genre dans les deux pays.

- Évaluer l'efficacité du projet, y compris le niveau de réalisation et la qualité des résultats et des produits du projet, et recueillir des preuves qualitatives et quantitatives des résultats des activités du projet et de tout changement positif ou négatif et des voies de changement connexes.
- Évaluer l'efficacité du projet, notamment sa stratégie de mise en œuvre, ses dispositions institutionnelles et ses systèmes de gestion et d'exploitation, ainsi que son rapport coût-efficacité ;
- Évaluer la durabilité des résultats obtenus
- Documenter les bonnes pratiques, les innovations et les enseignements tirés du projet ;
- Fournir des recommandations concrètes pour la programmation future

### ***b. Objectif et portée de l'évaluation***

L'évaluation finale s'est concentrée sur la mesure des résultats de développement et des impacts potentiels générés par le projet conjoint, les options de mise à l'échelle, l'efficacité du projet, les leçons apprises et les bonnes pratiques qui peuvent être utilisées pour la programmation future.

### ***c. Approche et méthodologie de l'évaluation***

L'évaluation a été entreprise de manière consultative et participative. L'équipe d'évaluation a recueilli des données aux niveaux suivants de la gestion du projet. Une variété d'outils a été utilisée pour la collecte de données. Ces outils sont également joints au présent rapport.

Les parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisations des Nations Unies, Organisations internationales, Organisations locales, Société civile, Services gouvernementaux (Ministères techniques)</li> </ul>
Le comité technique de suivi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Équipe consultative, équipe de suivi, équipe de direction</li> </ul>
L'équipe du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestionnaires du projet, parties responsables (A2N et CGD), personnel des partenaires du projet</li> </ul>
Les communautés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bénéficiaires directs et indirects (partenaires, jeunes hommes et femmes, membres de la communauté qui ont participé activement à la mise en œuvre du projet).</li> </ul>

#### ***d. Méthodologie pour la compilation et l'analyse des informations***

Des méthodes quantitatives et qualitatives ont été utilisées pour l'évaluation. Des réunions virtuelles ont été organisées avec les équipes de projet au Burkina Faso et au Mali. Des réunions virtuelles et en personne ont été organisées avec les organisations partenaires. Des visites sur le terrain ont été effectuées pour rencontrer les communautés et parler aux bénéficiaires. Une analyse documentaire complète a également été réalisée, au cours de laquelle les consultants ont examiné les documents et les données fournis par l'équipe du projet. Il convient de mentionner le Prodoc du projet et le rapport final du projet. Toutes ces informations combinées fournissent des réponses aux questions d'évaluation décrites ci-dessus. La méthodologie était conforme aux droits de l'homme et aux principes d'inclusion. Les données ont été collectées tant auprès des jeunes hommes que des jeunes femmes et les droits de l'homme, la participation au projet et l'évaluation par la communauté du travail entrepris ont constitué un domaine clé. Sur la base des informations et des données, l'équipe de consultants a également triangulé les données et tenté d'attribuer les raisons pour lesquelles certains résultats sont tels qu'ils sont.

##### **- Méthodes quantitatives :**

Il s'agit notamment de l'examen des documents pertinents et de l'analyse des données quantitatives disponibles dans les ministères, chez certains partenaires de mise en œuvre comme les ONG ou ailleurs, sur la base de méthodes d'analyse statistique appropriées qui ont mis en évidence les liens entre les interventions du projet et les résultats observés. En ce qui concerne la revue documentaire, il s'agira d'examiner les documents et rapports pertinents, notamment les documents de stratégie de l'UNDAF, les CPD, les documents d'élaboration des politiques, le PRODOC du projet et les documents opérationnels (plans de travail annuels, rapports d'activité et de suivi semestriels et annuels, le rapport financier, les rapports d'audit), les rapports des partenaires de mise en œuvre, les rapports des différentes réunions du comité technique, etc.

Pour l'analyse des données quantitatives, nous avons examiné les données provenant d'enquêtes récentes et d'opérations de collecte de données organisées par les services techniques gouvernementaux, les ONG et les organismes bénéficiaires dans les communes d'intervention du projet. Toutes ces données ont complété celles d'une enquête légère sur les indicateurs clés qui a été menée dans les communes concernées. La matrice du cadre logique et les réalisations par rapport à celle-ci ont également été examinées.

##### **- Méthodes qualitatives :**

Il s'agissait notamment de groupes de discussion, d'observations directes et d'entretiens avec les parties prenantes et les informateurs clés pour compléter les données quantitatives. L'équipe

d'évaluation a trouvé les alternatives les plus appropriées pour obtenir les informations qui ont effectivement éclairé la prise de décision.

Ainsi, différents groupes de population ont été identifiés au sein des agences du système des Nations Unies, des ministères, des structures publiques centrales et décentralisées/déconcentrées concernées, des institutions partenaires de mise en œuvre, des autorités locales, mais aussi des représentants des bénéficiaires au Burkina et au Mali. Parmi les personnes rencontrées figurent le personnel des Unités de Coordination (UC) du Burkina Faso et du Mali et celui des équipes pays du PNUD et du FNUAP.

L'équipe d'évaluation a subtilement utilisé différentes méthodes de collecte : examen de documents, entretiens, discussions de groupe, observation directe, enquêtes (le cas échéant), etc., tant quantitatives que qualitatives, afin d'assurer une complémentarité dans le traitement et l'analyse des informations, et ainsi éviter les affirmations.

Le cadre conceptuel de l'évaluation a été le point de départ de la traversée et de la triangulation des informations existantes et secondaires : dérivées du document de stratégie, de l'UNDAF, du CPD, du document de politique nationale, du PRODOC, des rapports de S&E, des rapports annuels, des rapports d'études sectorielles. L'information primaire a été dérivée de réunions bilatérales et multilatérales avec les acteurs clés du secteur public national et sous-national - communes, bénéficiaires, acteurs et organisations privés, OSC/ONG de la société civile, PNUD et UNFPA et autres agences pertinentes directes. Des informations ont également été incluses à partir de l'interaction avec les bénéficiaires indirects, des entretiens avec les bénéficiaires et les parties prenantes.

## 4. Résultats de l'évaluation

Le projet a mené des activités liées aux études et à l'analyse des mécanismes de gestion des conflits existants, à l'identification des priorités et au développement de plans d'action, ainsi qu'à des activités de renforcement des capacités pour les jeunes, les femmes, les dirigeants et les autorités coutumières et les chefs traditionnels.

Ceci a été rendu possible grâce à l'implication des organisations de la société civile, des services techniques déconcentrés de l'État et des organisations de jeunes de la zone d'intervention du projet. Cinq réunions du cadre de concertation ont été tenues avec les cadres supérieurs des structures techniques et des OSC sur l'état d'avancement des activités et le plan de travail annuel 2021.

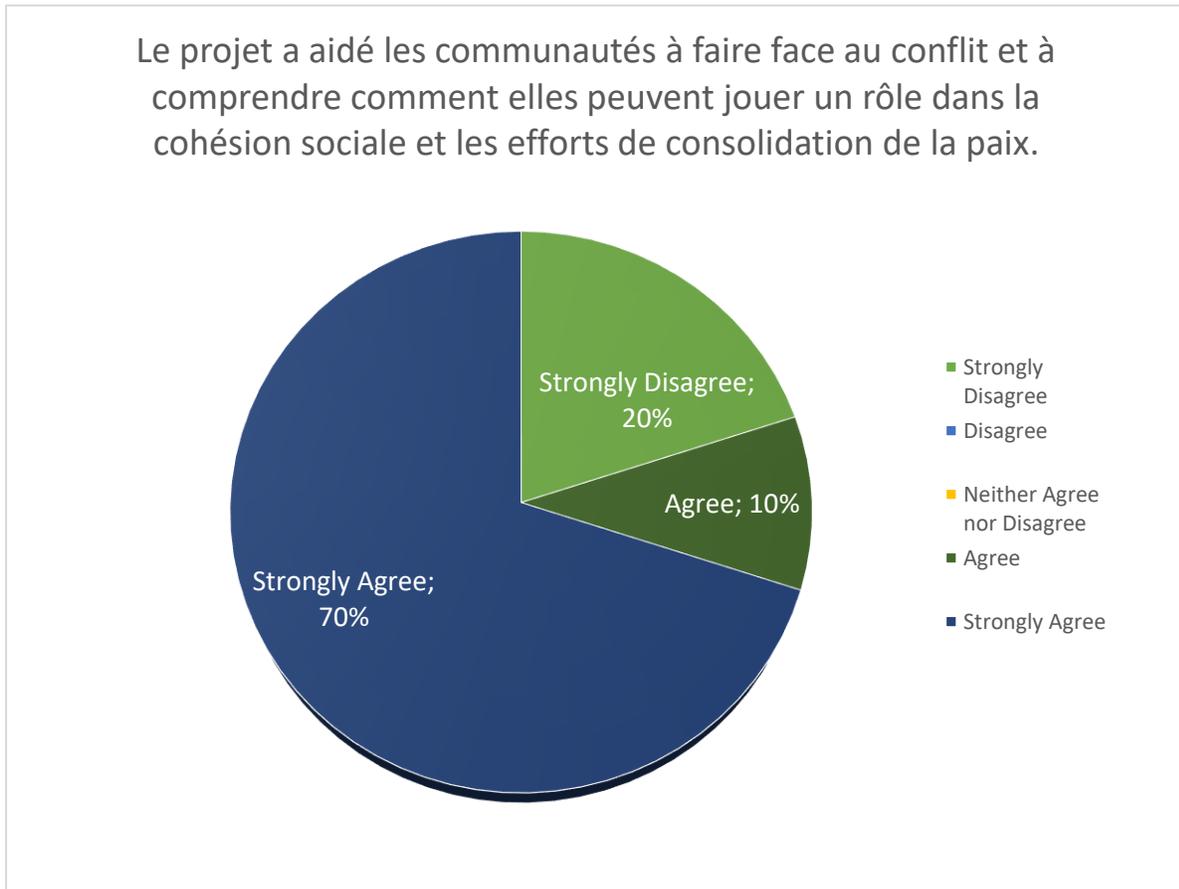
Un total de 12 ateliers de diffusion des résultats des études, dont 3 ce semestre au niveau territorial avec les autorités locales, les chefs traditionnels et coutumiers, organisés pour 900 personnes, dont 200 femmes, ont permis aux participants d'avoir une connaissance accrue des mécanismes de gestion des conflits et de la nécessité de leur implication.

13 conférences territoriales, dont 2 au cours de ce trimestre pour la restitution des résultats des études et enquêtes, ont mobilisé 735 personnes, dont 235 femmes. Suite à ces ateliers/conférences, les participants organisés en focus groups ont procédé à la validation des plans d'action et des matrices inclusives.

03 ateliers ont été réalisés avec les organisations de jeunesse de Koro, Bankass et Tominian pour élaborer le plan d'action qui a touché 180 jeunes dont 60 jeunes filles. Grâce à l'appui du projet, les autorités locales et les organisations de jeunesse ont développé une stratégie de sensibilisation pour l'intégration des jeunes dans les mécanismes et structures locales de gestion des conflits et des sessions de renforcement des capacités ont été organisées pour 489 leaders de jeunesse, dont 135 femmes, sur la stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel.

Enfin, le projet a produit des modules de formation sur la prévention et la gestion pacifique des conflits pour les autorités et les communautés locales, y compris les jeunes, et a organisé quatre ateliers de renforcement des capacités pour les acteurs locaux (chefs traditionnels et coutumiers, jeunes filles et garçons sur la prévention et la gestion des conflits locaux). D'après le rapport final et la matrice des indicateurs, le projet a atteint tous les résultats escomptés. L'évaluation a approfondi les interactions avec les parties prenantes et les communautés afin de qualifier ce succès et d'identifier les leçons apprises.

La collecte de données auprès des bénéficiaires a permis de mieux comprendre comment les communautés perçoivent le projet, ce qui aurait pu être appris et comment le projet a eu un impact sur la situation sur le terrain.



80 % des bénéficiaires estiment que le projet a aidé les communautés à faire face au conflit et à comprendre comment elles peuvent jouer un rôle dans la cohésion sociale et les processus de consolidation de la paix. Il s'agit d'un résultat important pour le projet, car les communautés ne sont souvent pas convaincues que la situation sur le terrain s'est améliorée, surtout plusieurs mois après la fin du projet. Le projet s'est terminé en décembre 2021 et le travail de terrain a été réalisé en avril et mai 2022. Les données ont été collectées à un moment où les bénéficiaires n'avaient aucun intérêt dans le projet et ne bénéficiaient activement d'aucune activité du projet.

20% des personnes interrogées estiment que le projet n'a pas changé les choses sur le terrain. Cela peut être attribué à la participation plus faible des jeunes femmes et aussi au manque d'activités de renforcement des moyens de subsistance dans le projet.

Le projet a non seulement fait participer les communautés, mais leur a aussi donné de l'espoir. Les jeunes qui ont les bonnes aspirations et qui travaillent dur pour atteindre leurs objectifs peuvent faire la différence au niveau communautaire. C'est la raison pour laquelle les Nations unies et de nombreuses autres organisations investissent massivement dans la jeunesse.

100% des personnes interrogées ont ressenti un certain niveau d'optimisme quant à la possibilité que les choses et les circonstances locales puissent changer pour le mieux, leur donnant une chance d'avoir une vie plus sûre, plus paisible et plus dynamique.

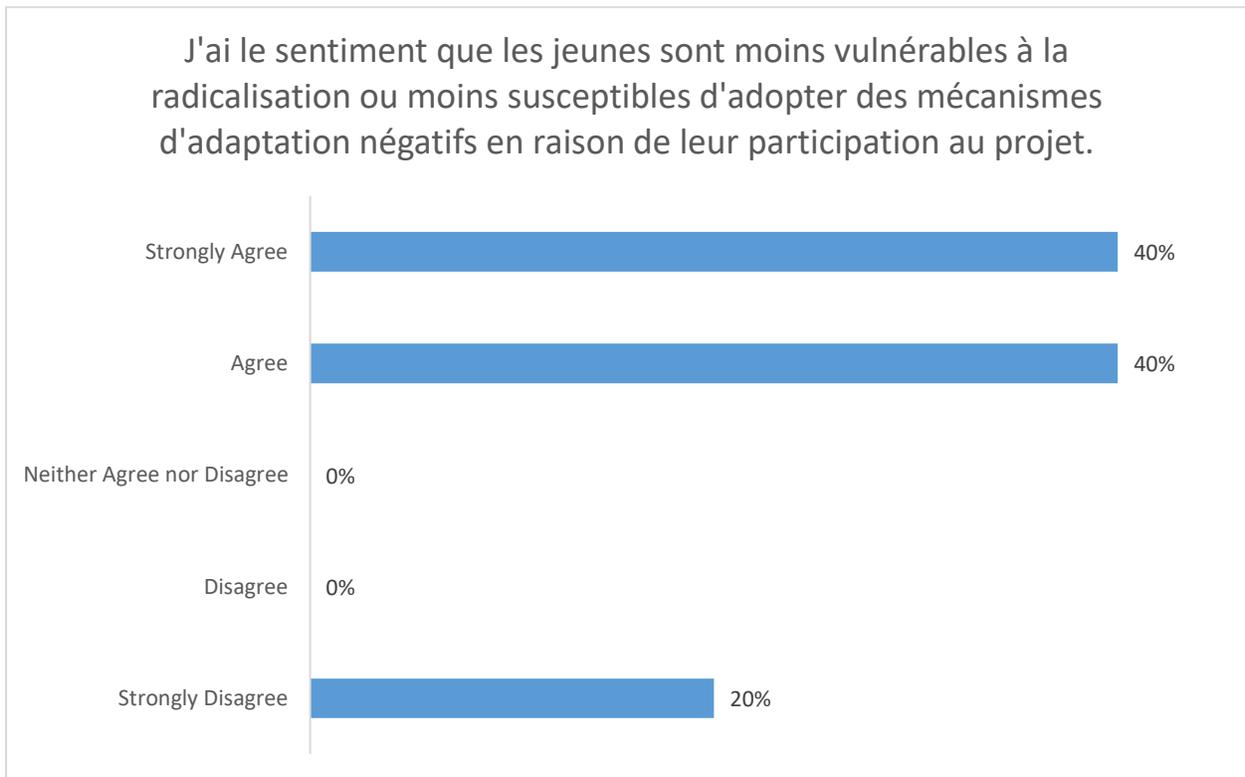


Le projet ciblait les jeunes vulnérables et l'un des objectifs sous-jacents était de dissuader et de prévenir l'implication des jeunes dans l'extrémisme, la radicalisation et les conflits.

Cela nécessite d'instaurer la confiance, de s'engager de manière intensive, de mobiliser fortement la communauté, de mettre en place des programmes solides et de rendre des comptes à la communauté, autant d'éléments extrêmement difficiles à réaliser dans un environnement en proie à des conflits.

80% des jeunes interrogés estiment que le projet a réduit la vulnérabilité des jeunes à la radicalisation ou du moins leur probabilité d'adopter des mécanismes d'adaptation négatifs.

20% des personnes interrogées n'étaient pas de cet avis, ce qui est largement attribué au manque de programmes permanents et à l'absence d'activités économiques qui aideraient les jeunes à gagner un salaire décent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.



Les réactions de la communauté et des bénéficiaires sur le rôle des femmes dans le processus de consolidation de la paix ont été nombreuses. Les femmes ne sont généralement pas invitées à s'asseoir à la table et restent sur la touche, alors qu'elles ont un rôle crucial à jouer dans la création de liens entre les communautés et dans l'établissement de relations qui favorisent la tolérance et la paix, en collaboration avec les hommes de la communauté.

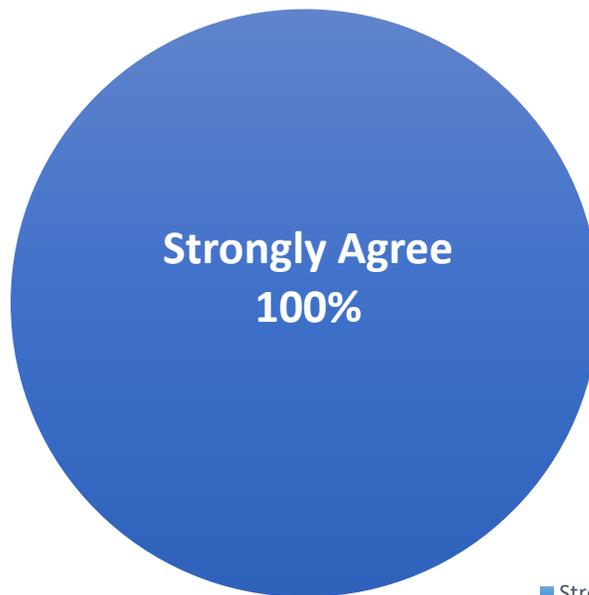
Les femmes représentent généralement la moitié de la population d'une région donnée et jouent un rôle important dans la formation des jeunes esprits en tant que mères, sœurs,

épouses et filles - tout en étant des membres tout aussi importants de la communauté. Elles sont également les principales parties prenantes, car ce sont elles qui sont le plus touchées par la situation en matière de paix et de sécurité.

100% des répondants ont estimé que le projet avait fait progresser l'égalité des sexes. Le projet devrait célébrer ce succès :

- Les communautés mettent du temps à comprendre l'égalité des sexes, à reconnaître qu'elle existe et à accepter de travailler sur l'égalité.
- Il faut souvent du temps et des années pour que les communautés le reconnaissent et l'acceptent.
- Engager les communautés sur l'égalité des sexes est parfois délicat
- Les communautés qui travaillent sur le sujet et sont fières de leur travail nécessitent de nombreuses années et beaucoup de ressources, ainsi qu'une mobilisation constante de la communauté et la défense des droits des femmes.

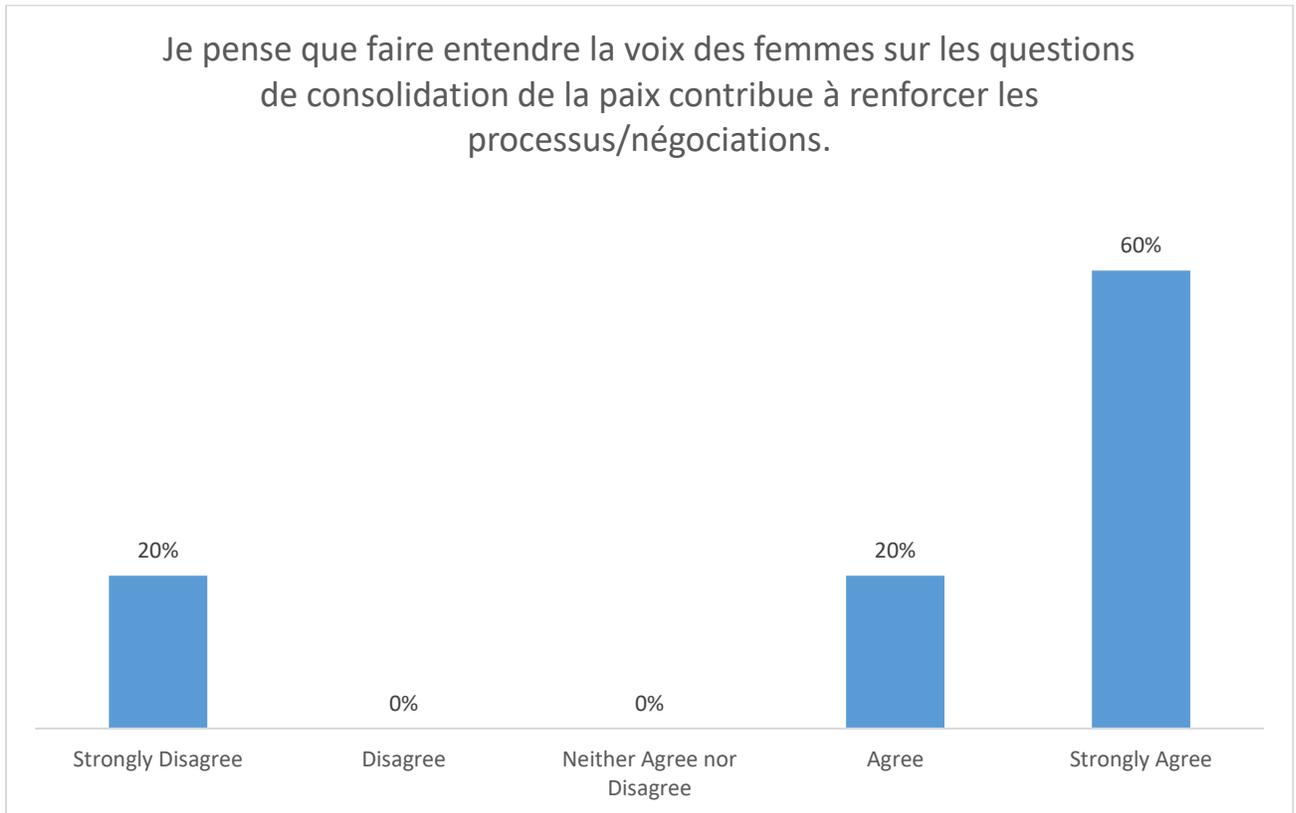
**Le projet a fait progresser l'égalité des sexes et a aidé les femmes à jouer un rôle actif dans le processus de consolidation de la paix.**



- Strongly Disagree
- Disagree
- Neither Agree nor Disagree
- Agree

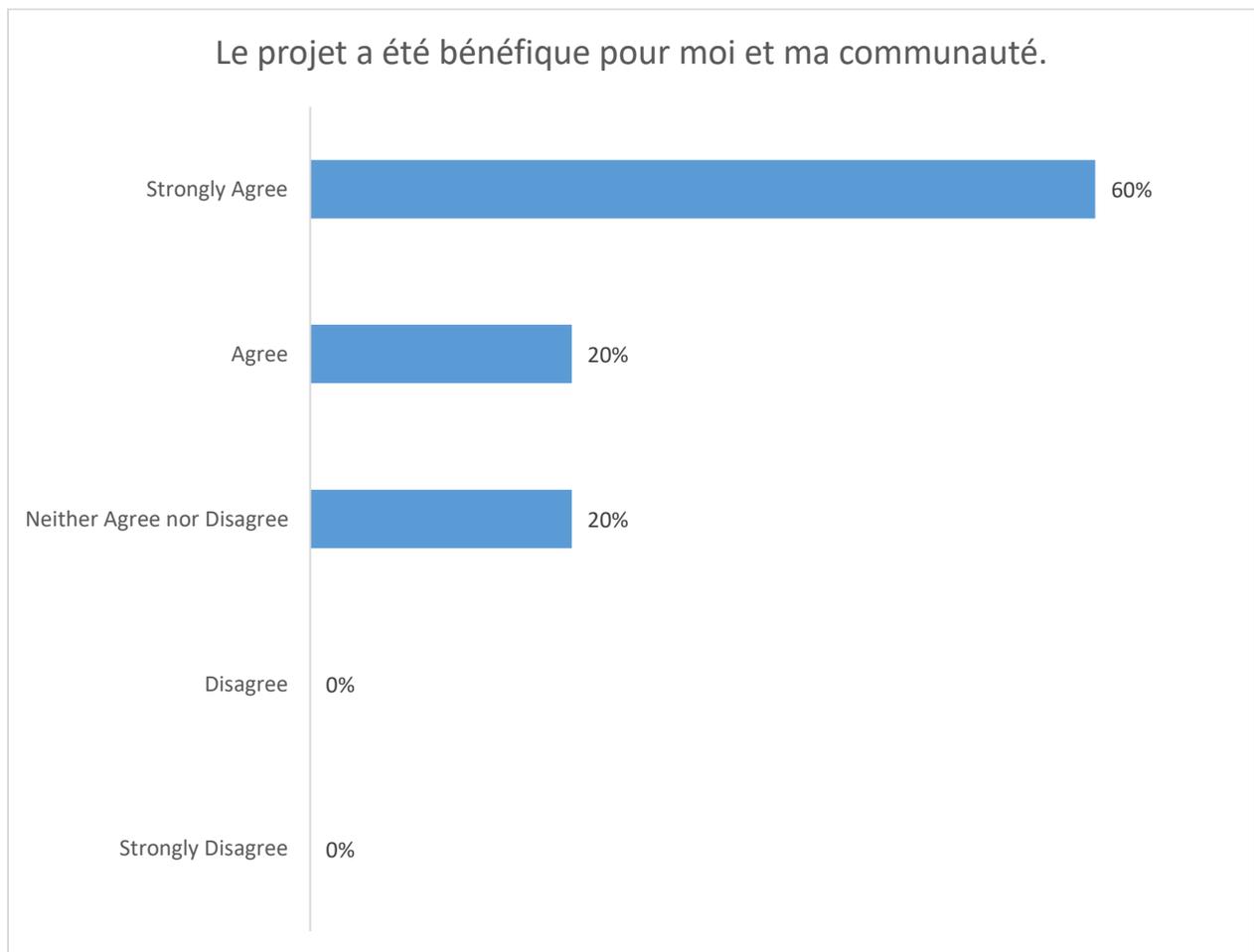
80% des personnes interrogées ont estimé que le fait de faire entendre la voix des femmes sur les questions de consolidation de la paix contribue à renforcer les processus et les négociations.

20% n'étaient pas du tout d'accord, mais cela prouve que les communautés sont honnêtes dans leurs réponses et ouvertes au discours - ce qui est la porte d'entrée pour un changement de comportement.



80 % des communautés ont estimé que le projet les a aidées à changer les choses sur le terrain, et qu'il leur a été bénéfique ainsi qu'à la communauté. 20% n'étaient ni d'accord ni en désaccord car ils pensaient qu'il était important d'avoir des activités permettant de gagner un revenu.

Certains bénéficiaires ont également estimé que les changements apportés aux zones cibles en raison de l'insécurité ont également eu un impact sur la dynamique au niveau de la base.

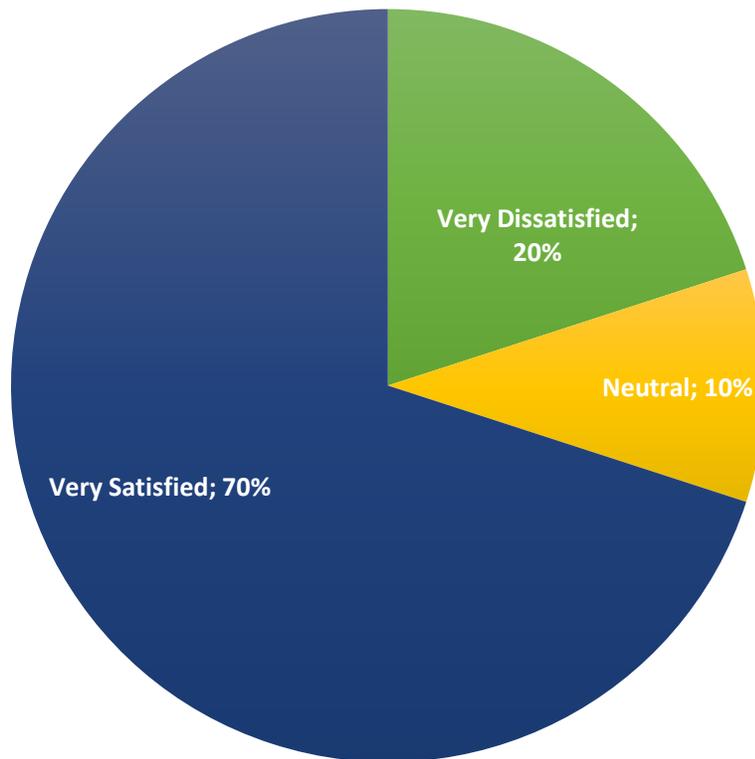


70 % des répondants ont estimé avoir un rôle actif dans la mise en œuvre du projet, 20 % ont estimé ne pas avoir de rôle et 10 % n'étaient pas sûrs d'être d'accord ou non. Le projet a travaillé avec diverses communautés vivant dans des circonstances variées - et cela définit la manière dont le projet est mis en œuvre et dont les structures du projet impliquent les communautés.

Parfois, des contextes difficiles rendent les choses difficiles, notamment une plus grande implication de la communauté.

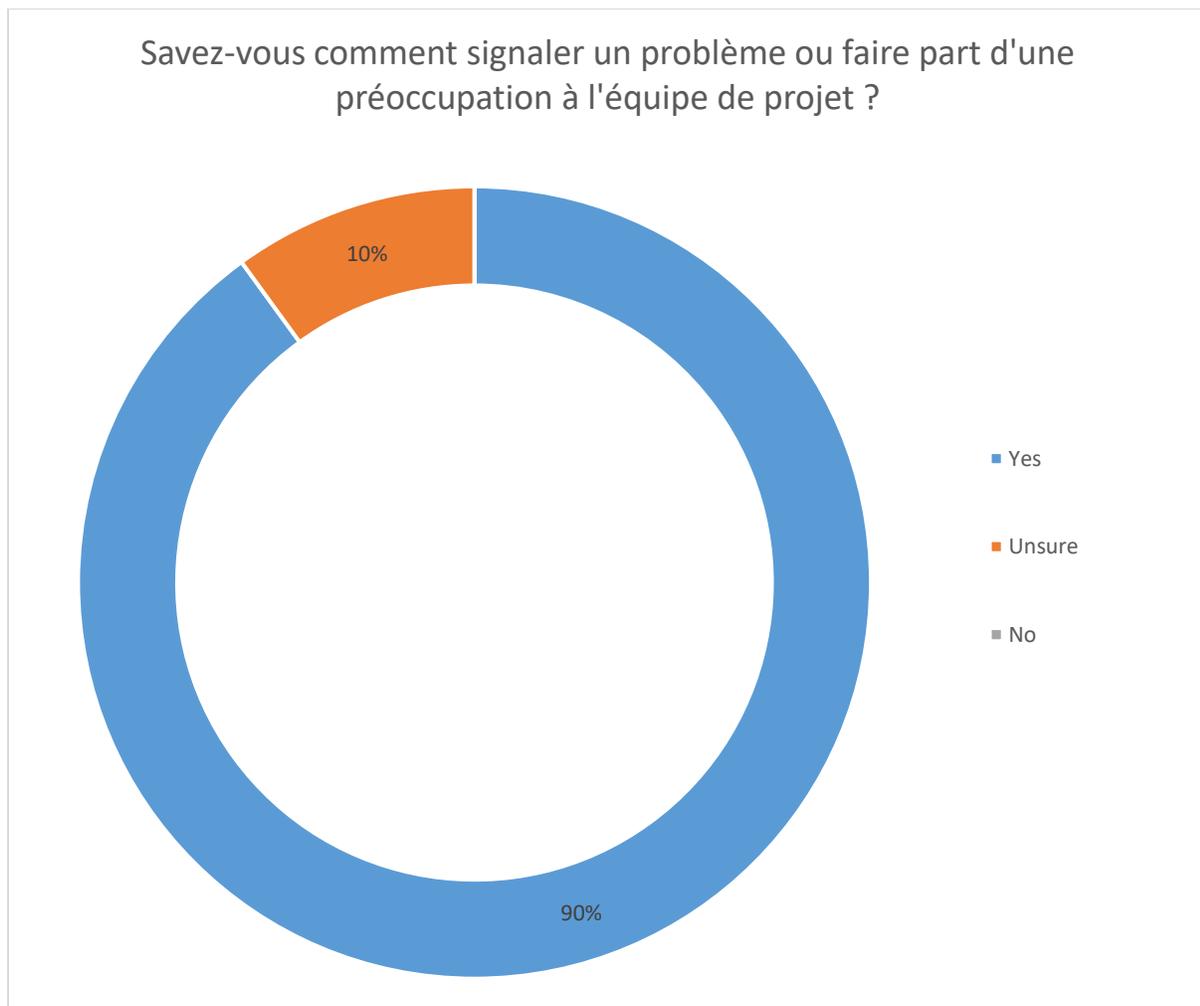
À l'avenir, pour d'autres programmes, les équipes envisageront peut-être de développer et d'employer une stratégie d'engagement communautaire.

### Je me suis sentie impliquée et j'ai joué un rôle actif dans la mise en œuvre du projet.



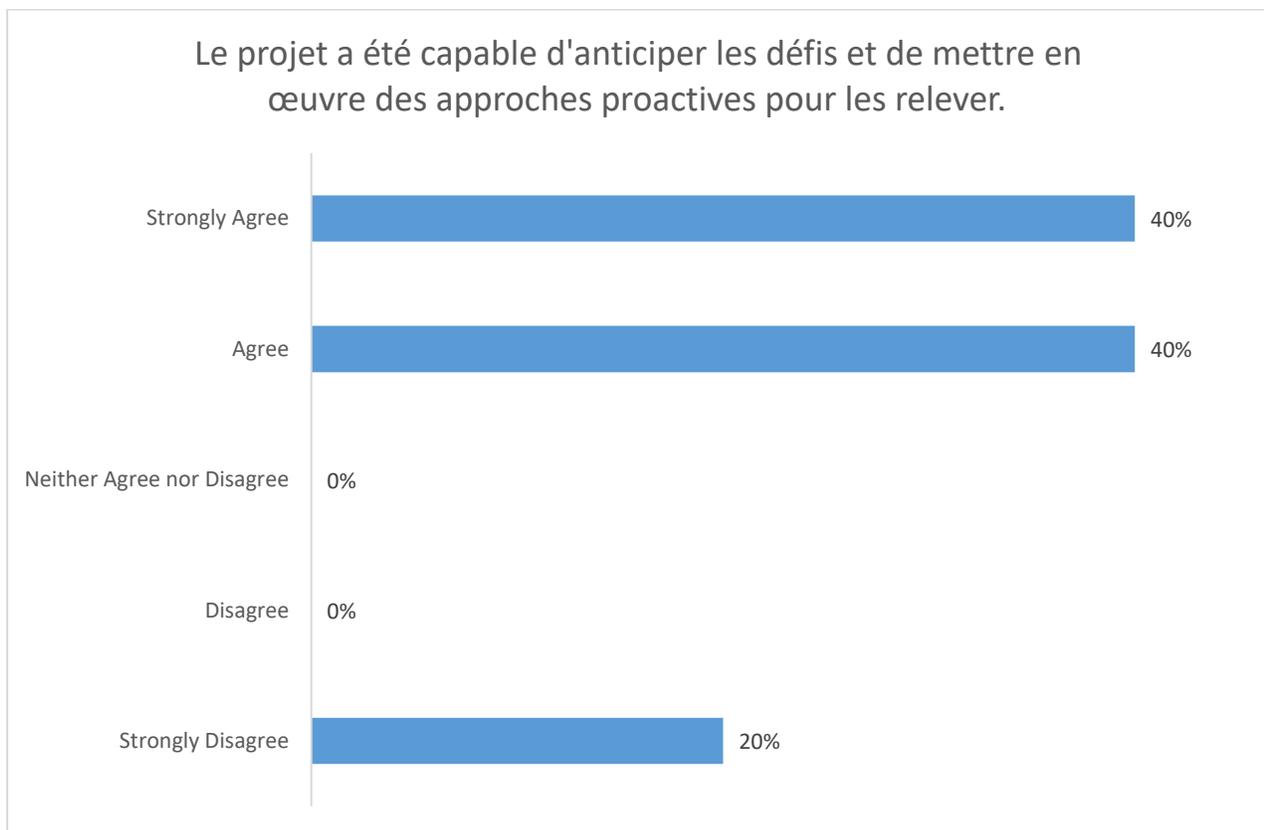
Bien que certaines personnes interrogées n'aient pas le sentiment d'avoir un rôle dans le projet, 90 % d'entre elles estiment savoir comment faire part d'une préoccupation ou d'un problème au personnel du projet.

10% n'étaient pas tout à fait sûrs. Cela signifie que l'équipess disposait d'un bon mécanisme de responsabilité, qu'elle pouvait entendre la communauté et traiter les problèmes au fur et à mesure qu'ils apparaissaient.



80 % des répondants ont estimé que le projet était capable d'anticiper les défis et d'employer des approches pour les relever. C'est un excellent retour d'information de la part de la communauté. 20% ont estimé le contraire.

Cette situation peut être attribuée à la situation sécuritaire tendue et à l'apparition soudaine des défis posés par la pandémie de COVID-19.



### *a. Pertinence*

Ce projet visait à contribuer à la construction et à la consolidation de la paix au sein des deux pays en s'appuyant sur sa jeunesse (garçons et filles) avec le soutien du PNUD et de l'UNFPA, en tenant compte des priorités de l'UNDAF et des ODD, en synergie avec le Secrétariat du G5 Sahel, et les Ministères de la Jeunesse du Mali et du Burkina Faso, autour des politiques et programmes de promotion de la culture de la Paix et de la Citoyenneté.

Le projet a abordé les priorités nationales ainsi que celles des groupes cibles par le biais de consultations initiales et de la participation active des jeunes et de leurs organisations représentatives pendant la phase de démarrage.

D'après le diagnostic initial, les jeunes participent peu aux mécanismes et structures qui sont pour la plupart informels (chefferies traditionnelles, religieux, conseils de développement des villages, collège des anciens) et formels (maires/conseillers, tribunaux départementaux et tribunaux de grande instance). Ces structures gèrent les conflits les plus récurrents dans les deux régions, tels que les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les conflits fonciers.

L'implication des jeunes hommes et des jeunes femmes avec les dirigeants communautaires et les autorités locales pour identifier les problèmes au sein de la communauté a été un point de départ pour une plus grande implication dans la paix. Les femmes, comme les jeunes, commencent à faire entendre leur voix. Ainsi, elles sont suffisamment actives lors des séances de sensibilisation et de formation et revendiquent leur place dans les cadres de gestion des conflits.

Les jeunes et les femmes du Nord et du Sahel et de Koro, Bankass et Tominian qui disposent d'informations se sont appropriés la stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel et se sont engagés à créer un cadre pour le suivi de la mise en œuvre de la stratégie aux niveaux national et local.

Pour mieux comprendre les problèmes des jeunes, des groupes de discussion ont été organisés avec les acteurs locaux : jeunes, femmes, élus locaux, autorités traditionnelles, chefs religieux, associations de chasseurs et des entretiens individuels avec les acteurs responsables de la jeunesse, des associations et autres.

La théorie du changement repose sur la nécessité de promouvoir une approche intégrée et inclusive qui vise à relever les principaux défis de la vulnérabilité des femmes et des filles aux conflits.

Le diagnostic initial et la participation des jeunes à des ateliers, des entretiens et des groupes de discussion visaient à identifier les facteurs de conflit et de paix tout en analysant le conflit qui a conduit à la proposition de plans d'action au niveau local.

Le projet a pu prendre en compte à la fois les priorités et la stratégie des deux pays et les principes d'égalité des sexes et des droits de l'homme.

Le projet garantit la participation effective des jeunes et des femmes à la planification des activités de renforcement des capacités et surveille la supervision de ces objectifs afin d'avoir un impact sur les décisions communautaires dans l'intérêt public en général et sur la consolidation de la paix en particulier.

Les stratégies et moyens d'accès aux populations sont adaptés au contexte pour minimiser toute forme de risque. Pour pallier aux difficultés d'accès aux zones d'intervention, le projet avait pris comme mesure d'atténuation, la signature de conventions avec des associations/ONG locales, une par province d'intervention, ayant une meilleure connaissance du terrain et des réseaux d'acteurs susceptibles de mener certaines activités au plus près des populations de base. Les populations se sentiront ainsi plus concernées car les actions sont portées par leurs organisations et mises en œuvre par elles-mêmes.

Deux matrices inclusives de suivi de la mise en œuvre des plans d'action ont été développées et validées par les organisations de jeunesse, les autorités locales et l'équipe pays dans la région Nord (Thiou, Banh, Sollé, Kaïn) et dans la région du Sahel (Djibo, Kelbo, Arbinda, Déou, Oursi, Gorom-Gorom) et dans des cercles ciblés au Mali. Ces résultats ont permis une meilleure compréhension des mécanismes de gestion des conflits et ont suscité l'intérêt des jeunes et la sensibilisation des leaders communautaires.

Les partenaires de mise en œuvre évoluent lentement et veillent à ce que les activités de mobilisation et les groupes de discussion puissent se dérouler dans le respect du principe DO NO HARM, qui reste une règle de collaboration.

### ***b. Cohérence***

Le projet a été mis en œuvre de manière cohérente en tenant compte des conditions et des besoins des jeunes (garçons et filles) dans les régions transfrontalières, avec la participation des autorités nationales et locales, afin de promouvoir leur participation à la prévention et à la résolution des conflits.

Une approche participative inclusive qui promeut les droits politiques et civiques, tout en contribuant à la sécurité et à la consolidation de la paix, a été intégrée dans les activités en cours.

### ***c. Efficacité***

La mise en œuvre des activités du projet a été affectée par la situation sécuritaire dans la zone d'intervention du projet, des deux côtés de la frontière Mali-Burkina Faso, qui est particulièrement préoccupante. La situation dans la zone transfrontalière reste volatile et précaire. Plusieurs affrontements ont eu lieu de part et d'autre de la frontière entre les Forces

de Défense et de Sécurité et des groupes armés d'une part et des groupes armés et des milices d'autodéfense d'autre part.

Par ailleurs, l'avènement de la pandémie de Coronavirus en 2020 a conduit à la prise de mesures barrières par les gouvernements des deux pays en matière de santé et de sécurité. Ces mesures, notamment le confinement, le télétravail et la suspension des rassemblements, ont eu un impact sur la manière de travailler sur le terrain, entraînant la suspension de certaines activités sur le terrain. Certaines activités initialement prévues devront être réorientées ou reportées en accord avec le DSRSG/RC/HC et le PBSO.

Le comité de pilotage qui était prévu au premier trimestre 2020 a été reporté en raison du Covid-19, de l'instabilité au Mali et sera organisé de manière virtuelle avec tous les membres dont les représentants des structures gouvernementales impliquées dans les deux pays et les responsables des Agences bénéficiaires. Le recrutement d'une structure chargée d'inventorier les besoins et potentialités en matière de prise en compte des besoins des jeunes dans la gestion des espaces transfrontaliers, y compris à travers l'outil de communication en ligne, n'a pas eu lieu.

Dans le cadre de ce projet, les directions régionales de la santé de la zone d'intervention ont été soutenues, ainsi que les forces de défense et de sécurité de la zone transfrontalière, pour ralentir la propagation du virus. Aussi, 40 communes des trois cercles de Bankass, Koro et Tominian ont toutes été dotées de kits d'hygiène (kit de lavage des mains, gel hydroalcoolique) pour la prévention du covid19.

Les jeunes du Nord et du Sahel et à Koro, Bankass et Tominian avec des informations se sont appropriés la stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel et se sont engagés à créer un cadre pour le suivi de la mise en œuvre de la stratégie aux niveaux national et local et pour ce faire, ils ont créé un groupe WhatsApp, un système d'information et d'alerte précoce, spécifiquement à Koro, Bankass et Tominian.

Des partenariats stratégiques ont été établis autour de la mise en œuvre de l'Outcome 3 avec le Comité Technique National du G5 Sahel, la coordination du PUS-BF, le Conseil National de la Jeunesse, le Programme National de Volontariat de la CEDEAO et le Centre Régional du PNUD à Dakar à travers les réunions stratégiques qui ont été organisées.

Malgré les difficultés rencontrées, les progrès en termes de changement sont perceptibles. L'engagement des autorités et des acteurs dans la prévention et la gestion des conflits, l'acceptation du dialogue entre les leaders traditionnels et religieux et les jeunes (filles et garçons) à travers des échanges lors d'ateliers et de formations, ainsi que la compréhension de la nécessité d'impliquer les jeunes dans la prise de décision dans les structures étatiques et non étatiques de prévention et de gestion des conflits, et la prise en compte de leurs besoins et aspirations restent des éléments positifs en termes de changement de comportement et de société.

Les changements dans la perception des jeunes par les chefs traditionnels et religieux sont perceptibles grâce aux activités de plaidoyer et de sensibilisation menées à leur intention. Cette catégorie d'acteurs clés partage l'espace d'apprentissage et de concertation avec les jeunes lors des sessions de formation. Les jeunes sont impliqués dans les instances de décision à la base et s'affirment progressivement. Les jeunes des cercles de Koro, Bankass et Tominian ont créé un groupe WhatsApp pour s'informer et lutter contre les préjugés, les rumeurs et l'insécurité. D'autre part, au Burkina Faso, une plateforme d'échange entre jeunes est actuellement testée.

Dans la zone d'intervention (Mali, Burkina Faso) de nombreux (290) jeunes et acteurs locaux dont 120 femmes ont été informés, sensibilisés et se sont engagés à contribuer à la prévention et à la résolution pacifique des conflits.

276 structures d'intercession et de médiation étatiques et non étatiques (au Nord et au Sahel) identifiées au Burkina Faso et 9 structures et mécanismes au Mali.

Si les actions menées à travers les différentes réunions et les échanges fructueux avec le Secrétariat Technique National du G5 Sahel, le Secrétariat Permanent du G5 et le Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso devraient permettre d'initier le processus de mise en place d'un mécanisme de concertation et de dialogue au niveau transfrontalier pour favoriser les échanges entre les deux pays pour la prise en compte des jeunes dans la gestion des espaces transfrontaliers, ce résultat dépend encore de la capacité à surmonter les problèmes de sécurité et de conflits dans ces espaces.

Grâce à l'appui du projet, les autorités locales et les organisations de jeunesse ont développé une **stratégie de sensibilisation pour l'intégration** des jeunes dans les mécanismes et structures locales de gestion des conflits, et des sessions de renforcement des capacités ont été organisées pour 489 leaders de jeunesse, dont 135 femmes, sur la stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel. Enfin, le projet a produit des modules de formation sur la prévention et la gestion pacifique des conflits pour les autorités et les communautés locales, y compris les jeunes, et a organisé quatre ateliers de renforcement des capacités pour les acteurs locaux (chefs traditionnels et coutumiers, jeunes filles et garçons sur la prévention et la gestion des conflits locaux).

Le mécanisme de coordination a été affecté par les problèmes ci-dessus et devrait être amélioré pour renforcer les résultats, l'impact et la durabilité.

Le processus de participation et d'appropriation doit être renforcé ainsi que le système de suivi et d'évaluation contribuant à l'efficacité et à la durabilité.

La structure de gestion du projet était bien conçue, mais certaines parties prenantes ont estimé que le comité directeur aurait dû se réunir plus régulièrement et jouer un rôle plus actif dans la mise en œuvre du projet.

#### *d. Efficacité*

Ce projet semble avoir été un processus d'apprentissage pour les agences du système des Nations Unies impliquées (PNUD et FNUAP) ; en plus des conditions politiques difficiles dans les deux pays avec le terrorisme et les attentats, en plus des conditions gouvernementales et étatiques faibles qui, bien que soutenues par le PBF, ont encore peu d'expérience dont elles peuvent bénéficier et accélérer la courbe d'apprentissage

Néanmoins, il a pu surmonter certains de ces problèmes, qui ont été aggravés par le COVID19 , et obtenir le soutien des ministères de la jeunesse, identifier des partenaires de mise en œuvre parmi les organisations de la société civile (ONG) et mobiliser les jeunes (garçons et filles) qui ont participé activement aux différentes activités prévues.

Dans ces conditions, les ressources disponibles ont été allouées et utilisées de manière raisonnable. Nous notons qu'au Burkina Faso, le personnel de certains partenaires d'exécution n'avait pas de salaires sur le projet et que les coûts administratifs ont été réduits de 10% à 7% pour être conformes aux exigences du FBP.

Le conflit a limité le travail et la coordination transfrontaliers.

Par conséquent, les ressources financières fournies semblent raisonnables, dans les conditions politiques, institutionnelles et de sécurité actuelles, une mobilisation plus importante aurait pu être efficace ou efficiente.

Un suivi plus poussé des cohortes de jeunes qui ont participé pourrait être utile.

Dans la mesure où nous pouvons comprendre et juger la feuille de route qui a été établie, les intrants utilisés et les partenaires de mise en œuvre étaient ceux disponibles. Une participation plus active, une interaction et un suivi des résultats auraient pu contribuer à améliorer l'efficacité et l'efficacité.

Sur la base de ce qui a été fait et appris à ce stade, l'analyse et l'échange d'informations entre les agences, ainsi que le FBP et la fertilisation croisée avec d'autres pays ayant des expériences similaires peuvent contribuer à l'amélioration.

D'une manière générale, les différentes ressources ont été correctement allouées. Cependant, la phase de démarrage a eu un impact plus important sur l'efficacité.

#### *e. L'impact*

Compte tenu du temps qui s'est écoulé depuis le début du projet, il n'est pas possible de mesurer pleinement son impact. En raison de la période de mise en œuvre limitée (18 mois étendus à 27 mois), l'impact de ce projet ne peut pas encore être ressenti.

### *f. Intégration*

Les principales parties prenantes du secteur public, des communautés locales, des ONG et des bénéficiaires ont été impliquées progressivement dans la phase de démarrage de ce projet.

### *g. Durabilité*

Bien que le projet ait pu impliquer divers acteurs étatiques, régionaux, communautaires et locaux ainsi que des jeunes bénéficiaires, en raison des conditions politiques, sociales, économiques et sécuritaires, sa durabilité n'est pas assurée. De plus, dans les zones transfrontalières identifiées, en raison des conflits et des problèmes de sécurité rencontrés.

Il semble donc de la plus haute importance de poursuivre dans une deuxième phase, sur la base des enseignements tirés de la précédente, afin d'assurer sa durabilité.

Bien que ce projet se concentre sur la paix et la sécurité, les jeunes ont besoin d'un soutien supplémentaire pour s'engager sur la voie de l'inclusion sociale et économique, principalement par l'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance, qui est une condition et un obstacle au recrutement par le terrorisme et la délinquance.

L'accès à la citoyenneté et aux droits politiques implique également des droits sociaux à l'éducation, à la santé, à la protection sociale, au logement, à l'emploi et aux revenus.

La poursuite de la coordination de ce projet avec les initiatives régionales et celles du G5 Sahel mentionnées, ainsi que l'apprentissage d'autres expériences en cours, peuvent fournir des informations et des données utiles pour une initiative de deuxième génération.

En outre, d'autres aspects pertinents tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes, la cohésion sociale, l'autonomisation (par la promotion des droits et des entreprises coopératives) ainsi que le dialogue entre les parties prenantes concernées (bénéficiaires, organisations de la société civile, employeurs, organisations de travailleurs et institutions nationales) doivent être pris en compte.

### *h. Quelques enseignements clés*

L'évaluation a examiné le projet à travers une approche à multiples facettes, comprenant une revue de la littérature, des entretiens avec le personnel du projet au PNUD et à l'UNFPA, des discussions de groupe dans les communautés, et des entretiens avec les bénéficiaires au Mali et au Burkina Faso. Des réunions avec diverses parties prenantes ont également eu lieu, et toutes

ces sources de données alimentent les conclusions de l'évaluation. Certains des facteurs qui sont apparus comme nécessitant une réflexion ont été classés en facteurs institutionnels, programmatiques et de soutien.

- Facteurs institutionnels

Il s'agit de facteurs qui affectent la mise en œuvre, l'exécution et l'impact des programmes, mais qui peuvent être structurels ou procéduraux. Néanmoins, il y a des leçons importantes à tirer et des bonnes pratiques à souligner.

#### *Coordination*

La coordination est un aspect important qui nécessite du temps, des efforts et des ressources, surtout lorsque les projets sont transfrontaliers et impliquent plusieurs parties prenantes. Au Burkina Faso et au Mali, plusieurs parties prenantes ont été impliquées.

La stratégie de coordination menée par le PNUD Mali, entre les deux agences des Nations Unies et entre les pays n'a pas été facile et a nécessité des ajustements en raison des conditions de sécurité et de l'endiguement causé par le COVID19 qui ont retardé le démarrage du projet, qui a dû être prolongé, et a nécessité une coordination à distance entre les pays pour répondre aux besoins du projet

Le personnel du projet au Mali et au Burkina Faso a déclaré qu'au début, la coordination était assez difficile parce que le personnel avait des priorités récurrentes et qu'une planification était nécessaire pour institutionnaliser la coordination. Les équipes de projet ont décidé de tenir une réunion de coordination mensuelle, ce qui a permis d'améliorer la coordination et de favoriser le partage d'informations, la résolution de problèmes, l'évaluation des risques et l'adaptation des approches à la mise en œuvre du programme.

La coordination a été difficile au début, mais avec la mise en place de réunions mensuelles, nous avons pu établir une communication fluide autour de la mise en œuvre du projet. La collaboration entre l'UNFPA et le PNUD dans chaque pays et les réunions régulières pour discuter des progrès, des contraintes et des défis de la mise en œuvre, et pour travailler ensemble afin de trouver des solutions appropriées ont grandement facilité les interactions entre les deux agences. En conséquence, le plan de travail annuel commun est élaboré et des échanges réguliers ont lieu. (Réponse de l'équipe de projet du Mali)

#### *Réduire le temps de passation des marchés au PNUD*

Certaines activités du projet ont nécessité des achats que le PNUD s'est engagé à effectuer. Cependant, il y a eu des retards et cela a pris plus de temps que prévu. Bien que les partenaires aient apprécié de travailler avec les agences de l'ONU sur le projet, ils étaient préoccupés par les longs délais de traitement, ce qui peut être inquiétant, surtout du point de vue de la mise en œuvre du projet avec des délais serrés et une marge de manœuvre limitée pour réaliser les activités en raison du climat politique et de la situation sécuritaire.

#### *Financement institutionnel pour les partenaires*

Certains partenaires ont estimé qu'ils auraient pu utiliser les fonds pour soutenir leurs "coûts de base" afin d'être en mesure de gérer le projet en douceur. Cependant, les exigences et les règles des donateurs ne le permettaient pas. Les partenaires estiment que la couverture des coûts de base est essentielle car elle renforce la structure par laquelle le programme est mis en œuvre. Il pourrait y avoir des opportunités pour l'UNFPA et le PNUD d'explorer avec le PBF les réalités sur le terrain avec les donateurs et de présenter les perspectives des partenaires pour plus de flexibilité dans les projets futurs.

#### *Alignement sur les politiques et instruments nationaux*

Le projet est resté conscient des cadres et stratégies existants, et les équipes de l'UNFPA et du PNUD des deux côtés de la frontière veillent à ce que les objectifs, résultats et stratégies du projet s'alignent bien sur les instruments de soutien aux jeunes et à la consolidation de la paix dans la région. Exemple : Le plan d'urgence du Sahel, le projet de programme d'investissement prioritaire du G5 Sahel (PIP- 2019 2012), la stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel, etc.

#### *Engager les acteurs clés de l'État*

Une tâche importante du projet est de renforcer les capacités institutionnelles et de soutenir la sensibilisation des acteurs de l'État afin que les initiatives du projet soient durables et prises en charge par les ministères et départements concernés dans le pays. Le projet a réussi à susciter l'intérêt et à impliquer activement les ministères de la jeunesse au Mali et au Burkina Faso, ce qui permettra aux ministères de poursuivre une partie du travail et de mettre en œuvre leurs programmes plus efficacement grâce aux capacités créées par ce projet.

#### *- Facteurs programmatiques*

Dans l'ensemble, l'exécution du programme et la réalisation des indicateurs sont conformes au ProDoc, mais certains facteurs programmatiques nécessitent un examen plus approfondi :

### *Participation des jeunes*

La participation des jeunes était un élément clé du projet, et le PNUD, l'UNFPA et les partenaires locaux de la société civile ont fait de leur mieux pour s'assurer que les jeunes restent mobilisés, engagés et actifs dans le projet. Les jeunes que les consultants ont contactés étaient satisfaits de la manière dont ils étaient engagés, mais ont exprimé le souhait d'être davantage impliqués dans les processus de conception et de suivi du projet. Pour les jeunes, l'inclusion dans la planification et le suivi signifie qu'ils ont le pouvoir d'influencer le projet - et le projet sera plus inclusif d'eux et de leurs besoins.

### **Bonne pratique : Volontariat**

Le maire de Thiou était entouré de jeunes pour aller négocier avec les terroristes car à un moment donné c'était insupportable. Les techniques de négociation ont été utilisées par les jeunes. Nous pensons que cela crée un certain niveau de leadership chez les jeunes.

Le contexte sécuritaire dans lequel le projet a été formulé au Mali n'a pas permis l'implication directe des bénéficiaires dans l'exercice. Cette lacune a été comblée avant le début du projet par l'organisation d'ateliers d'orientation sur les grandes lignes du projet dans les régions cibles du projet. Cela a facilité l'appropriation nationale. Par exemple, le fait que les différents acteurs soient réunis lors des sessions de formation pour communiquer et discuter sans tabou des questions de prévention et de gestion des conflits est un facteur de confiance et de réduction de la méfiance, du repli sur soi et des tensions entre les communautés. Les forums socioculturels qui réunissent les jeunes, les autorités locales et les chefs traditionnels et religieux sont de puissants moyens de fraternisation, de réconfort et de rapprochement des communautés en situation de crise.

### *L'équipe du projet Mali*

#### *Appropriation communautaire*

Les partenaires du projet ont pu organiser des séances d'information et d'orientation intensives pour favoriser l'appropriation par la communauté. Bien que des tensions subsistent au sein de la communauté, tous ont apprécié le projet et étaient prêts à travailler ensemble. L'expérience et l'approche des partenaires locaux de la société civile doivent être appréciées pour une forte appropriation par la communauté.

## BONNES PRATIQUES

" Nous avons participé à la conception et à la mise en œuvre du projet. Nous avons fourni un soutien technique pour la mise en œuvre du projet. L'approche du projet consistait uniquement à passer par les OSC pour la mise en œuvre directe du projet. Nous avons participé à l'élaboration des plans de travail annuels, évalué les activités proposées par les OSC et supervisé la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités. Notre département a présidé les réunions du comité de pilotage du projet. Nous avons apprécié le matériel mis à la disposition des jeunes par le PNUD et le FNUAP. Les jeunes qui ont bénéficié de la formation, nous leur avons donné l'orientation qu'ils doivent être des relais. "

---

ZIDA ABDOUL Directeur du partenariat et de la coopération, Directeur général de la jeunesse et de l'éducation permanente

---

### *Tension entre les jeunes et les membres plus âgés de la communauté*

Des tensions entre les membres plus âgés de la communauté et les jeunes ont été soulevées pendant la mise en œuvre du projet et ont également été notées pendant le processus de collecte des données d'évaluation. Les partenaires ont utilisé différentes approches pour résoudre ce problème. Cependant, il y a place pour des approches plus innovantes, c'est-à-dire des activités de renforcement de la confiance de la communauté qui rassemblent les jeunes et les membres plus âgés de la communauté de manière non contradictoire. Certains projets utilisent les arts ou les sports pour ce faire, et mettent en place des équipes composées de jeunes et de personnes âgées. En travaillant en équipe, ils se respectent mutuellement et développent des relations qui favorisent la collaboration et l'inclusion.

### *Les défis de l'intégration de la dimension de genre*

L'intégration de la dimension de genre et la garantie que les femmes soient atteintes et retenues ont été un défi pour tous les partenaires. Dans certaines régions, la situation sécuritaire n'était pas propice à la participation des femmes. Dans d'autres cas, les femmes n'étaient pas "autorisées" par les membres masculins de la famille à participer.

### *Déplacement des zones de projet en raison de l'insécurité*

La relocalisation a nécessité du temps, des ressources et des efforts au niveau des partenaires. Elle a également nécessité la mobilisation d'un plus grand nombre de personnes dans des communautés où elles n'étaient peut-être pas présentes auparavant. La relocalisation a été effectuée en tenant compte de la sécurité du personnel et des communautés.

Les attaques répétées dans les zones d'intervention pendant la période de mise en œuvre du projet n'ont pas facilité la réalisation des activités, qui sont essentiellement des activités de sensibilisation et de plaidoyer pour le changement de comportement et qui nous ont amené à réunir les différents acteurs des zones d'intervention autour de la table. La délocalisation des activités a rendu difficile le déplacement de certains bénéficiaires de leur localité au lieu de l'activité. Cela a également eu un impact sur la participation effective des femmes aux activités du projet en raison des trajets longs et risqués qu'elles devaient effectuer à chaque fois. Par peur d'être attaquées, elles se voient refuser le voyage par leurs parents ou leurs maris.

### *Équipe du projet Burkina Faso*

- Facteurs de soutien

### *Production de preuves et gestion des connaissances*

Le projet a mené des recherches et produit des documents pour promouvoir la sensibilisation aux conflits et partager des informations sur la résolution des conflits. Ces documents ont été partagés avec des communautés de pratique (projet PBA, partenaires, parties prenantes, etc.) afin que les connaissances acquises puissent être largement diffusées et utilisées par les parties prenantes.

### *Engagement des parties prenantes*

Il y a de multiples parties prenantes à de nombreux niveaux pour ce projet. Les organisations partenaires sur le terrain ont déclaré qu'il était parfois écrasant d'avoir autant de parties prenantes à gérer. Par conséquent, la gestion et la communication avec les parties prenantes prenaient du temps. Les partenaires ont préféré connaître l'importance de l'engagement des parties prenantes et la manière dont ils pouvaient les approcher en comprenant leur niveau d'intérêt et de pouvoir sur le projet.

### *Suivi et évaluation*

Le système de suivi et d'évaluation n'a pas été mis à disposition pour son analyse et son évaluation. Bien que le manque d'informations de base, dû en partie au fait qu'il s'agit d'une initiative relativement nouvelle pour les deux pays, aurait été utile pour cette évaluation

Le personnel du PNUD et de l'UNFPA, ainsi que les organisations partenaires locales, sont d'avis que le suivi et l'évaluation sont restés cohérents et qu'il y a eu beaucoup de changements dans ce qui a été suivi et comment. Bien que les divers changements apportés au projet, à savoir l'extension sans frais, la relocalisation dans des zones plus sûres et l'accès limité aux femmes pour certaines activités, sont autant de domaines qui peuvent justifier un changement de la stratégie de suivi et d'évaluation.

Il est également possible d'impliquer les jeunes dans le suivi - cela peut leur donner le sentiment d'être plus responsables et de s'approprier réellement le projet.

### *Thèmes transversaux*

Le PNUD et le FNUAP ont tous deux indiqué qu'ils n'avaient pas abordé d'autres thèmes transversaux. Les organisations de mise en œuvre et les communautés peuvent accorder plus d'attention à l'intersectionnalité.

## 5. Défis et opportunités

### a. Situation politique et sécuritaire

La situation politique et sécuritaire est restée un défi hors du contrôle du projet. Cependant, les parties prenantes et les responsables de la mise en œuvre du projet ont pris en compte les risques et les contextes pour adapter les approches et créer des stratégies afin de trouver des moyens de contourner les situations auxquelles ils étaient confrontés.

### b. COVID-19

COVID-19 a entraîné des retards et une prolongation sans frais pour le projet. Les réponses à COVID -19 ont également été soutenues par le projet. Les communautés l'ont trouvé très utile et ont apprécié les informations, les connaissances et le soutien pour les aider à rester en sécurité.

### c. Inégalités entre les sexes et limitations culturelles

La participation et l'expérience des femmes dans le projet sont très différentes de celles des hommes. Cela peut être attribué à certaines sensibilités culturelles ainsi qu'aux inégalités entre les sexes. Le projet doit rester prudent afin de "ne pas nuire" - par conséquent, les efforts du projet pour encourager les femmes ont été évalués comme efficaces et efficaces. Si le projet devait se poursuivre sur une plus longue période, la participation des femmes pourrait augmenter à mesure que les communautés, les anciens et les personnes influentes s'impliquent dans le projet.

### d. Utilisation de la technologie numérique

L'utilisation de la technologie et des mobiles peut être une opportunité mise en avant par ce projet. L'échange d'informations, le dialogue et les discussions sont rapides, efficaces et peu coûteux sur les réseaux mobiles. Les jeunes ont utilisé la technologie pour soutenir leurs communautés dans le cadre de ce projet.

Un groupe whatsapp a été mis en place par le projet pour partager des informations sur la sécurité. Il y a actuellement 28 membres sur le groupe et nous avons reçu 5000 FCFA pour les frais de connexion internet. Cela fait partie du partage d'informations sur la sécurité dans la commune.

e. Absence d'opportunités économiques

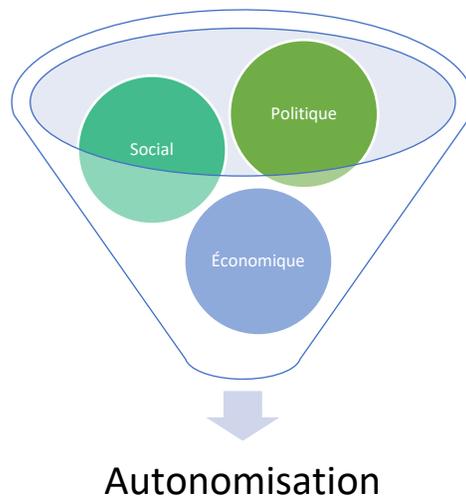
Le conflit et la vulnérabilité des jeunes à rejoindre le conflit est un phénomène qui se produit comme une conséquence de l'isolement social et de la vulnérabilité économique. La sensibilisation politique, le renforcement des capacités, la prise de conscience et la mobilisation des jeunes auraient dû être complétés par une forte composante économique qui aurait multiplié l'impact.

"J'ai apprécié le fait que le projet ait pensé à la question de la jeunesse dans la région. Le projet n'a pas résolu les problèmes car nous avons demandé la construction du barrage, et la question de l'emploi que nous avons exposée n'a pas été suivie. Nous, les jeunes de la commune, nous n'avons rien à faire. Il y a des choses que nous voulons faire mais nous n'avons pas les moyens et souvent nous n'avons pas le soutien. Le chaînon manquant a été le manque de considération pour le développement d'activités économiques pour les jeunes. "

(Barry Aminata, une jeune fille de 30 ans de la commune de Banh)

Dans l'ensemble, l'absence d'activités économiques a constitué un défi pressant. L'évaluation a déterminé qu'il doit y avoir un équilibre et un mélange de divers types d'activités pour qu'un projet soit le plus efficace possible. Les deux tableaux ci-dessous pourraient être utiles lors de la demande et de la mise en œuvre d'une prochaine phase du projet.

**Approches holistiques de l'autonomisation des jeunes**



## Investir dans Programmes holistiques pour les jeunes

Sensibilisation politique et disponibilité de plateformes pour un discours constructif.



Amélioration de la situation économique pour réduire la vulnérabilité aux conflits et à la radicalisation.



Amélioration de la cohésion sociale, de la tolérance et de l'efficacité des actions menées par les communautés.



Amélioration de l'ordre public

Amélioration de la santé et du bien-être

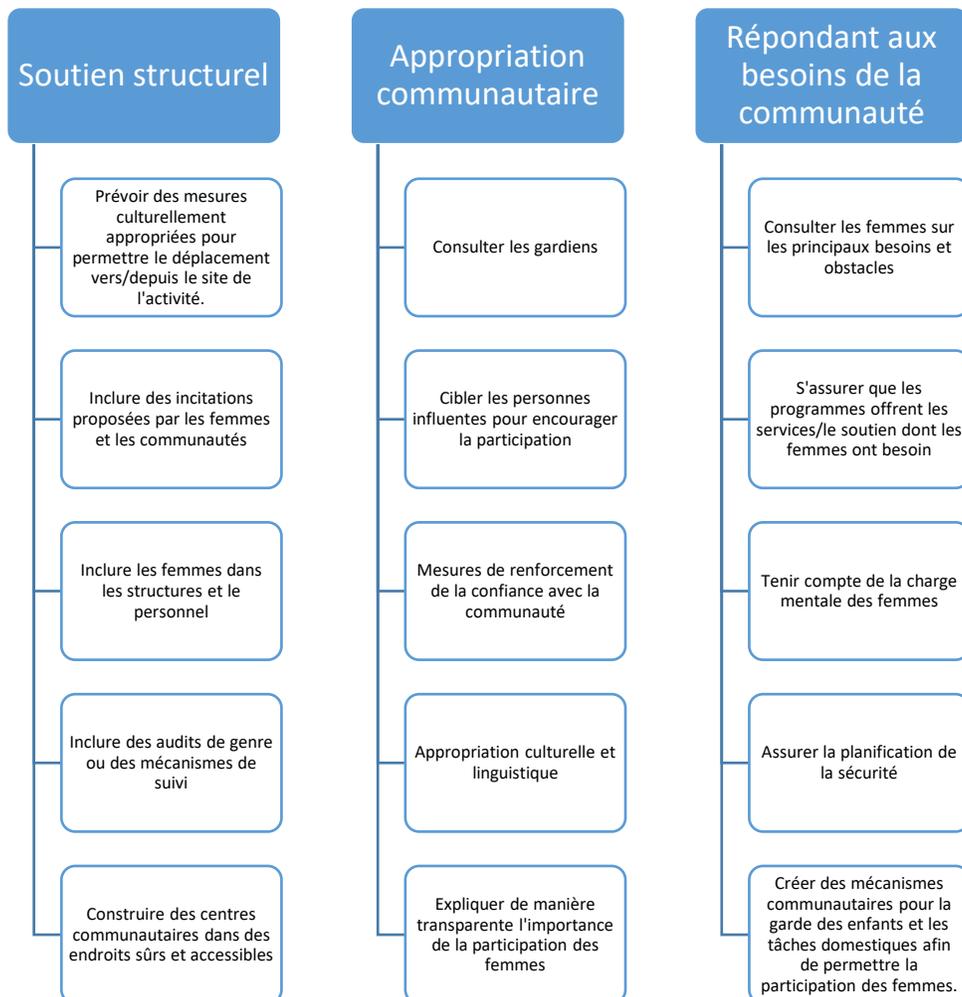
Des communautés dynamiques

Plus de développement communautaire

Croissance économique

## 6. Recommandations

- a. Les projets mis en œuvre dans les zones touchées par des conflits et traitant de questions sensibles doivent être financés de manière cohérente et s'inscrire dans le moyen et le long terme afin de vérifier leur impact.
- b. La communauté devrait jouer un rôle central dans l'avancement de la conception du projet. Dans la phase 2 de ce projet, il serait utile de prendre des mesures pour faire participer les groupes communautaires à la phase de conception.
- c. Des approches plus ciblées et innovantes sont nécessaires pour impliquer davantage de jeunes femmes et de filles.



- d. Les activités visant à instaurer la confiance doivent favoriser la création d'une agence entre les jeunes et les adultes plus âgés dans les communautés, et les organisations doivent travailler avec les communautés par le biais d'une "approche communautaire globale", en insistant sur le fait que les objectifs du travail effectué sont acceptés et approuvés par la communauté dans son ensemble.
- e. Un suivi et une évaluation plus qualitatifs fourniront des données plus riches que les chiffres. Les partenaires de mise en œuvre et les agences des Nations unies ont fait un bon travail de mise en place de l'analyse quantitative, mais un examen plus approfondi des aspects qualitatifs pourrait fournir plus d'informations pour ajuster les approches en vue d'une meilleure coordination, en soutenant l'inclusion de plus de femmes et en incorporant d'autres thèmes transversaux.
- f. L'aspect suivi et évaluation physique a été limité en raison de l'insécurité et de l'environnement politique. Il serait bénéfique pour des projets similaires de trouver des moyens d'effectuer un suivi en personne afin que les comités stratégiques obtiennent un rapport de première main sur les succès et les obstacles en cours pour une analyse et une correction de trajectoire si nécessaire. Le comité stratégique a joué un rôle positif dans ce projet et a été en mesure de guider le projet selon les besoins et a également été en mesure de s'adapter lorsque cela était nécessaire, comme l'adaptation à la réponse du COVID.
- g. Les phases à venir ou les nouveaux programmes devraient encourager davantage d'activités transfrontalières, non seulement au niveau des jeunes mais aussi au niveau de la communauté au sens large, afin de mieux comprendre les défis de chacun et de renforcer la cohésion. Davantage d'activités sportives et artistiques devraient être utilisées pour créer une relation de confiance et atténuer les tensions entre les jeunes et les aînés de la communauté.
- h. Comme le projet a appris qu'il n'est pas possible d'avoir une voix politique et d'intégrer les jeunes dans des activités efficaces sans les inclure économiquement, les projets futurs devraient saisir les occasions de travailler sur la consolidation de la paix pour ajouter des composantes économiques.
- i. Il est utile de garantir la participation des communautés à toutes les étapes du cycle du projet. Il est impératif que les communautés interviennent dès le début, c'est-à-dire dès la phase de conception, et jouent un rôle actif jusqu'à la fin du projet. Cela inculque la propriété communautaire. Actuellement, il y a peu de

choses dans le projet que les communautés s'approprient - et cela peut être changé.

- j. Pour une programmation plus cohérente et un soutien holistique aux jeunes, l'évaluation recommande une phase 2 avec une programmation accrue pour les jeunes femmes et l'ajout d'une composante économique/de subsistance.

## 7. Les Annexes

*Annexe I : Matrice du Cadre Logique*

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
<b>Résultat 1</b> <b>Résultat 1</b> <b>D'ici 2020, les mécanismes et structures étatiques et non-étatiques de prévention et de gestion de conflits dans les zones du projet intégrant les jeunes, préviennent et résolvent de manière efficiente les conflits au niveau local</b>	Indicateur 1.1 Nombre de mécanismes appuyés	0	5		7	
	Indicateur 1.2 Nombre de conflits résolus	0	10		10	
	Indicateur 1.3					
<b>Produit 1.1</b> <b>Une étude visant un diagnostic des mécanismes étatiques et non étatiques de prévention et de gestion de conflits est élaborée</b>	Indicateur 1.1.1 Nombre d'études réalisées	04	4		4	
	Indicateur 1.1.2	0	6		6	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de données</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Étapes d'indicateur/ milestone</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>
	<b>Nombre de consultations réalisées</b>					
Produit 1.2 <b>Un plan d'action est élaboré et mis en œuvre pour renforcer les capacités des mécanismes et structures étatiques et non-étatiques de prévention et de gestion de conflits, et pour une meilleure intégration des jeunes.</b>	Indicateur 1.2.1 <b>Un cadre d'actions prioritaires est disponible</b>	<b>0</b>	<b>1</b>		<b>2</b>	
	Indicateur 1.2.2 <b>Matrice inclusive de suivi de la mise en œuvre du PTA est disponible</b>	<b>0</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1	<b>0</b>	<b>2</b>		<b>2</b>	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de données</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Étapes d'indicateur/ milestone</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>
<b>Une stratégie de sensibilisation et de plaidoyer pour l'intégration des jeunes dans les mécanismes et structures étatiques et non-étatiques de prévention et de gestion de conflits est élaborée et mise en œuvre</b>	<b>Nombre d'outils d'apprentissage développés</b>					
	Indicateur 1.3.2 <b>Nombre d'ateliers organisés</b>	<b>0</b>	<b>5</b>		<b>7</b>	
nc	Indicateur 1.4.1 <b>Nombre de mécanismes locaux de gestion des conflits appuyés</b>	<b>0</b>	<b>5</b>		<b>7</b>	
	Indicateur 1.4.2 <b>Nombre d'émissions</b>	<b>0</b>	<b>6</b>		<b>30</b>	

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	radiophoniques organisées					
<b>Résultat 2</b> <b>D'ici la fin du projet, grâce à une participation accrue, les besoins et aspirations des jeunes sont mieux intégrés dans les mécanismes et structures de prise de décision au niveau local, avec des passerelles vers les niveaux régional et national.</b>	Indicateur 2.1 Nombre des Jeunes impliqués	0	200		390 (150 F)	
	Indicateur 2.2 Nombre des femmes impliquées	0	150		280	
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 <b>Une étude visant un diagnostic détaillé sur le degré d'inclusion des jeunes dans les mécanismes et structures de prise de décision au niveau local est disponible</b>	Indicateur 2.1.1 Rapport d'étude sur l'efficacité des mécanismes	0	1		1	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de données</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Étapes d'indicateur/ milestone</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>
	<b>formels disponible</b>					
	Indicateur 2.1.2 <b>Perception des jeunes sur les mécanismes</b>					L'enquête n'a pas pu être réalisée mais il sera demandé aux consultants d'adresser cette question lors de l'évaluation finale.
Produit 2.2 <b>Un plan d'action est élaboré et mis en œuvre pour renforcer le degré d'inclusion des jeunes dans les mécanismes et structures de prise de décision au niveau local</b>	Indicateur 2.2.1 <b>Nombre de rapports d'ateliers</b>	<b>0</b>	<b>4</b>		<b>7</b>	
	Indicateur 2.2.2 <b>Un Plan d'Action est disponible</b>	<b>0</b>	<b>2</b>		<b>2</b>	
	Indicateur 2.3.1	<b>0</b>	<b>2</b>		<b>2</b>	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de données</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Étapes d'indicateur/ milestone</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>
Produit 2.3 <b>Une stratégie de sensibilisation et de plaidoyer pour l'intégration des jeunes dans les mécanismes et structures de prise de décision au niveau local est mise en œuvre</b>	<b>Nombre d'Outils de plaidoyer et de communication sensible aux questions de jeunes</b>					
	Indicateur 2.3.2 <b>Nombre d'ateliers sur la participation citoyenne des jeunes et leur rôle organisés</b>	<b>0</b>	<b>5</b>		<b>7</b>	
Produit 2.4	Indicateur 2.4.1 <b>Nombre de Plateforme</b>	<b>0</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de données</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Étapes d'indicateur/ milestone</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>
<b>Les besoins des jeunes au niveau local sont intégrés et portés par les organisations de jeunes au niveau local, régional et national</b>	<b>en ligne d'échange, de partage de connaissances et de bonnes pratiques entre jeunes animée</b>					
	Indicateur 2.4.2 <b>Nombre de foras appuyés</b>	<b>0</b>	<b>4</b>		<b>4</b>	
<b>Résultat 3</b> <b>Le dialogue et le partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière de promotion de la participation citoyenne des jeunes sont promus</b>	Indicateur 3.1 <b>Nombre de rencontres entre les équipes du projet</b>	<b>0</b>	<b>10</b>		<b>12</b>	<b>Il s'agit des réunions virtuelles et en présentiel entre l'équipe du projet</b>
	Indicateur 3.2					

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
grâce à une approche transfrontalière et régionale						
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 <b>Un mécanisme de concertation et de dialogue au niveau transfrontalier est renforcé pour promouvoir les échanges entre les deux pays sur la prise en compte des jeunes dans la gestion des espaces frontaliers</b>	Indicateur 3.1.1 <b>Une (1) Etude sur l'efficacité et l'inclusivité des politiques de gestion des frontières et des espaces frontaliers</b>	<b>0</b>	<b>1</b>			<b>les fonds ont été alloués au Covid</b>
	Indicateur 3.1.2 <b>Nombre d'initiatives appuyées</b>					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de données</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Étapes d'indicateur/ milestone</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>
Produit 3.2 <b>La stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel est mise en œuvre dans les deux pays de la zone du projet</b>	Indicateur 3.2.1 <b>Nombre de rapports de sensibilisation</b>	<b>0</b>	<b>5</b>		<b>5</b>	
	Indicateur 3.2.2 <b>Cadre d'échange et de suivi de la mise en œuvre de la SIJ-G5</b>	<b>0</b>	<b>1</b>		<b>3</b>	<b>Les Conseils Régionaux , provinciaux et communaux de Jeunesse ont été identifiés comme cadre d'échange et de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie Jeunesse du G5 Sahel.</b>

## Annexe II Matrix d'évaluation - Questions d'évaluation clés

Matrix d'Evaluation						
Critères / Sous critères	Questions clefs à aborder par l'évaluation	Sus-questions spécifiques	Sources d'information et données	Méthodes / outils de collecte de donnée	Indicateurs / Standard de succès	Méthodes d'analyse de la donnée
<b>Pertinence :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans quelle mesure le projet est-il adapté aux principaux objectifs et défis de la consolidation de la paix au Mali / Burkina et priorités de l'UNDAF, des agences récipiendaires et ODD ?</li> <li>- Dans quelle mesure le projet est-il adapté aux priorités nationales, aux besoins des différents groupes cibles ?</li> <li>- Dans quelle mesure le projet a adopté une approche participative lors de la conception et de la mise en œuvre, incluant les parties prenantes et les groupes cibles.</li> <li>- Comment le projet contribue -il a UNISS / stratégie G5 Sahel ?</li> <li>- Dans quelle mesure le projet à aborder les facteurs de conflit et les facteurs de paix identifiés dans une analyse de conflit?</li> <li>- Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux lacunes en matière de consolidation de la paix?</li> <li>- Est-ce que la théorie de changement et l'approche du projet étaient pertinentes ?</li> <li>- Est-ce que les objectifs envisagés par le projet</li> </ul>		<p>UNDAF. Plan stratégique du PNUD. CPD</p> <p>Divers groupes de population seront identifiés au sein des agences, des ministères, des structures publiques centrales et décentralisés/déconcentrées pertinentes, des institutions partenaires d'exécution, des autorités locales et aussi des représentants de bénéficiaires au Burkina et au Mali</p> <p>Staffs des Unités de Coordination (UC) au Burkina Faso et au Mali et</p>	<p>Analyse des rapports annuels</p> <p>Entretiens bénéficiaires, organismes et les parties prenantes</p>	<p>Indicateurs fournis et utilisés dans le projet, le cas échéant</p>	<p>Analyse et évaluation de l'information</p>

	<p>lors de sa conception ont répondu aux besoins de sécurisation, de cohésion sociale et de consolidation de la paix dans les communes frontalières cibles des trois pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Est-ce que les objectifs du projet répondaient aux priorités nationales, régionales et aux attentes des communautés bénéficiaires ?</li> <li>– Dans quelles mesures le projet a été conjointement élaboré, compris, intégré et opérationnalisé de la même manière au sein de chaque pays (cadres conceptuels, cadres logiques, ciblage, mécanismes de coordination et de suivi conjoint) ?</li> <li>– Dans quelle mesure la stratégie de coordination en place a répondu aux attentes de mise en œuvre conjointe du projet ?</li> <li>– Dans quelles mesures les questions du genre ont été intégrés dans le projet ?</li> <li>– Quels ont été les mécanismes pour déterminer les interventions du projet et le choix des bénéficiaires ?</li> <li>– Le ciblage des bénéficiaires a-t-il été fait de manière à éviter le do no harm ?</li> <li>– Dans quelle mesure les outils de suivi de la mise en œuvre ont été cohérents avec le cadre logique du projet ?</li> <li>– Dans quelle mesure le projet s'est – il adapté à l'évolution de son environnement, notamment au plan sécuritaire et quelles stratégies conjointes d'atténuation des risques ont-elles été mises en place</li> <li>– Dans quelle mesure le projet contribue t'il à l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et aux approches fondées sur les droits fondamentaux ?</li> </ul>		<p><b>ceux des équipes pays du PNUD et de l'UNFPA.</b></p> <p><b>Documentation du projet</b></p> <p><b>Rapports</b></p>			
--	--	--	---	--	--	--

<p><b>Efficacité :</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans quelle mesure les résultats escomptés du projet ont-ils été atteints ?</li> <li>- Comment la dimension transfrontalière du projet a-t-elle été réalisée ?</li> <li>- Les résultats obtenus, ont-ils eu des effets positifs non prévus/anticipés ?</li> <li>- Dans quelle mesure ces effets ont-ils contribué à la sécurité transfrontalière</li> <li>- Quels sont les facteurs externes majeurs qui ont influencé (positivement et/ou négativement) l'atteinte des résultats attendus (y compris en termes de synergies) ? – Si les extrants n'ont pas été produits, quel changement dans la structure des intrants aurait pu y remédier ?</li> <li>- Comment une plus grande production des extrants permettrait-elle de mieux atteindre le but et les objectifs du projet ?</li> <li>- Dans quelle mesure les mécanismes de gestion de l'information ont été suffisamment efficaces pour assurer une bonne coordination et faire remonter l'information du terrain vers les bureaux pays ?</li> <li>- Dans quelle mesure les mécanismes de coordination et de suivi à tous les niveaux ont-ils été mis en place, ont été fonctionnels, et ont joué effectivement leur rôle ?</li> <li>- Dans quelle mesure les interventions du projet ont permis d'attirer d'autres partenaires pour renforcer l'action ?</li> </ul>		<p><b>UNDAF. Plan stratégique du PNUD. CPD</b></p> <p><b>Divers groupes de population seront identifiés au sein des agences, des ministères, des structures publiques centrales et décentralisés/déconcentrées pertinentes, des institutions partenaires d'exécution, des autorités locales et aussi des représentants de bénéficiaires au Burkina et au Mali</b></p> <p><b>Staffs des Unités de Coordination (UC) au Burkina Faso et au Mali et ceux des équipes pays du PNUD et de l'UNFPA.</b></p> <p><b>Documentation du projet</b></p> <p><b>Rapports</b></p>	<p><b>Analyse des rapports annuels</b></p> <p><b>Entretiens bénéficiaires, organismes et les parties prenantes</b></p>	<p><b>Indicateurs fournis et utilisés dans le projet, le cas échéant</b></p>	<p><b>Analyse et évaluation de l'information</b></p>
<p><b>Efficiace :</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans quelle mesure les ressources (fonds, compétences spécialisées, etc.) à disposition du projet ont été converties en résultats de façon économique (en particulier la gestion / opération des agences entre capitale et zone d'intervention] .</li> </ul>		<p><b>UNDAF. Plan stratégique du PNUD. CPD</b></p> <p><b>Divers groupes de population seront identifiés au sein des agences, des</b></p>	<p><b>Analyse des rapports annuels</b></p> <p><b>entretiens bénéficiaires,</b></p>	<p><b>Indicateurs fournis et utilisés dans le projet, le cas échéant</b></p>	<p><b>Analyse et évaluation de l'information</b></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans quelle mesure l'approche de mise en œuvre du projet y compris l'appui opérationnel du PNUD et UNFPA a-t-elle facilité l'efficacité du projet, en particulier dans les dimensions de mise en œuvre transfrontalière du projet ?</li> <li>- Dans quelle mesure le système S&amp;E a-t-il fourni des informations au niveau des résultats et de l'impact du projet sur les groupes cibles?</li> <li>- Dans quelle mesure le système S&amp;E du projet a-t-il fourni une analyse des données qui a servi à la gestion et au partage des connaissances ?</li> <li>- Par rapport à la théorie du Changement ?</li> <li>- Dans quelle mesure la coordination entre les agences a-t-elle amélioré la mise en œuvre du projet ou elle augmenter les coûts de transaction –</li> <li>- Les financements mobilisés pour le projet étaient-ils suffisants pour la réalisation de toutes les activités et l'atteinte des résultats escomptés ?</li> <li>- Dans quelle mesure les mécanismes en place ont permis d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles, accroître les synergies et la complémentarité dans l'action ?</li> <li>- Dans quelle mesure le projet a été mis en œuvre dans les délais impartis ?</li> <li>- Le projet a-t-il été bien géré selon les normes attendues ? ; - Les intrants ont-ils été fournis et gérés à moindre coût ? ;</li> <li>- Dans quelle mesure les activités ont été mises en œuvre de la façon la plus efficiente y compris la sélection des partenaires de mise en œuvre, comparée à des alternatives possibles expérimentées dans le cadre d'autres projets ?</li> <li>- Dans quelle mesure les systèmes de S&amp;E utilisés permettent-ils d'assurer une gestion efficiente du projet ?</li> </ul>		<p><b>ministères, des structures publiques centrales et décentralisés/déconcentrées pertinentes, des institutions partenaires d'exécution, des autorités locales et aussi des représentants de bénéficiaires au Burkina et au Mali</b></p> <p><b>Staffs des Unités de Coordination (UC) au Burkina Faso et au Mali et ceux des équipes pays du PNUD et de l'UNFPA.</b></p> <p><b>Documentation du projet</b></p> <p><b>Rapports</b></p>	<p><b>organismes et les parties prenantes</b></p>		
--	--	--	---	---	--	--

<p><b>Pérennité</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quel a été le degré d'implication des bénéficiaires, notamment des communes et services techniques gouvernementaux aux différentes étapes du projet (conception, réalisation et suivi des activités en vue d'assurer leur bonne continuité) ?</li> <li>- Quelles ont été les stratégies mises en œuvre pour susciter la participation des bénéficiaires, en particulier les communes et les services techniques compétents au projet ?</li> <li>- Quelles sont les stratégies et mécanismes envisagés pour assurer la valorisation, la réplique ou l'extension des résultats atteints ;</li> <li>- Quel est le degré d'engagement des parties prenantes (Gouvernement, SNU, ONG, bénéficiaires) pour la pérennisation des acquis du projet, notamment en matière d'insertion socio-économique des jeunes, de renforcement de sécurité communautaire et de réduction des conflits transfrontaliers liés à la transhumance ?</li> <li>- Y-a-t-il des obstacles à la pérennité des actions du projet ? Si oui quels sont-ils ? et comment peut-on les lever ?</li> <li>- Quels ont été les principaux effets catalytiques (financiers ou autres) du projet ?</li> <li>- Quelles mesures pourraient être adoptées pour renforcer les stratégies de désengagement et la durabilité</li> <li>- Quel a été l'impact de la situation sociopolitique au Mali ?</li> <li>- Le Covid -19 a-t-il constitué un obstacle pour le projet ?</li> <li>- CATALYTIQUE – Dans quelle mesure le projet a-t-il été utilisé pour élargir d'autres travaux de consolidation de la paix et/ou a-t-il</li> </ul>		<p><b>UNDAF. Plan stratégique du PNUD. CPD</b></p> <p><b>Divers groupes de population seront identifiés au sein des agences, des ministères, des structures publiques centrales et décentralisés/déconcentrées pertinentes, des institutions partenaires d'exécution, des autorités locales et aussi des représentants de bénéficiaires au Burkina et au Mali</b></p> <p><b>Staffs des Unités de Coordination (UC) au Burkina Faso et au Mali et ceux des équipes pays du PNUD et de l'UNFPA.</b></p> <p><b>Documentation du projet</b></p> <p><b>Rapports, entretiens</b></p>	<p><b>Analyse des rapports annuels entretiens bénéficiaires, organismes et les parties prenantes</b></p>	<p><b>Indicateurs fournis et utilisés dans le projet, le cas échéant</b></p>	<p><b>Analyse et évaluation de l'information</b></p>
-------------------------	---	--	--	--	--	--

	<p>contribué à créer des plates-formes plus larges pour la consolidation de la paix ou généré un apprentissage pour les partenaires ? – Dans quelle mesure l’approche du projet a-t-elle été innovatrice (en particulier la dimension transfrontalière)</p> <p>– Dans quelle mesure projet a-t-il intégré dans sa mise en œuvre et ses résultats des dimensions telles que le changement climatique, l’égalité des sexes, la cohésion sociale, l’autonomisation (par la promotion des droits et des entreprises coopératives) ainsi que le dialogue entre les parties prenantes concernées (bénéficiaires, organisations de la société civile, employeurs, organisations de travailleurs et institutions nationales) ?</p> <p>– Quel a été le rôle catalytique de PBF sur cet investissement ? D’autres fonds ou partenariats ou approches similaires ont-elles été répliquées sur base de ce projet ? Des fonds additionnels ont-il été mobilisés sur cette base ?</p>					
--	---	--	--	--	--	--

### ***Annexe III : Gestion du Projet***

#### **Comité National de Pilotage (CNP) / Steering Committee**

Le Comité National de Pilotage (CNP) (Steering Committee) aura la responsabilité générale des résultats du projet et de la coordination stratégique du Projet. Le CNP se chargera ainsi de superviser, de fournir une orientation stratégique et politique à la mise en œuvre du projet et d'adopter le Document de Projet conjoint, le Plan de Travail et le Budget Annuel.

Le Comité National de Pilotage sera composé des membres suivants :

- La représentation du Gouvernement Mali et Burkina Faso ;
- Le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) du deux pays ou toute personne désignée par lui ;
- La représentation du Gouvernement central et des acteurs locaux.

Les membres du Comité de pilotage peuvent inviter d'autres représentants et des observateurs (de la société civile, donateurs, etc.) au CNP, selon le contexte spécifique du thème à traiter.

Les fonctions du CNP seront les suivantes :

#### **Comite de Gestion Technique du Projet (CGT)**

Le rôle de l'Unité de Gestion du Projet est de fournir une coordination opérationnelle et assurer l'atteinte des résultats au projet conjoint.

Les obligations de l'unité de gestion comprennent :

#### **Agences chefs de file des objectifs spécifiques**

#### **Maitrise d'ouvrage et maitrise d'œuvre**

#### **Stratégie de Suivi et Évaluation du Projet**

### *Annexe IV: Documents examinés*

- <https://www.worldbank.org/en/country/mali/overview#4>
- PBF in Mali 2 pager  
[https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/mali\\_two-pager.pdf](https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/mali_two-pager.pdf)
- Sahel and West Africa Club, “Burkina Faso Still Has a Long Way to Go on Gender Equality,” February 2, 2018, available at [www.west-africa-brief.org/content/en/burkina-faso-still-has-long-way-go-gender-equality](http://www.west-africa-brief.org/content/en/burkina-faso-still-has-long-way-go-gender-equality)
- <https://www.worldbank.org/en/country/burkinafaso/overview#1>
- Index Mundi, “Burkina Faso Demographic Profile,” last updated December 7, 2019, available at [www.indexmundi.com/burkina\\_faso/demographics\\_profile.html](http://www.indexmundi.com/burkina_faso/demographics_profile.html)
- Executive Board of the UN Development Programme (UNDP), UN Population Fund, and UN Office for Project Services, Country Programme Document for Burkina Faso (2018-2020)
- Burkina Faso experienced 442 protests and strikes from 2015 to 2019, compared with 244 from 2000 to 2013. Data from ACLED cited in International Crisis Group, “Burkina Faso: Stopping the Spiral of Violence.”
- International Crisis Group, “The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso’s North,” October 2017
- UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), “Burkina Faso: Humanitarian Snapshot as of 17 February 2020,” February 25, 2020.
- PBF 2 pager Burkina Faso -  
[https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/burkina\\_faso\\_two-pager.pdf](https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/burkina_faso_two-pager.pdf)
- A Demographic, Threat? YOUTH, PEACE AND SECURITY CHALLENGES IN THE SAHEL (UNFPA, PRIO) -  
[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/en\\_-\\_demographic\\_threat\\_-\\_youth\\_peace\\_and\\_security\\_in\\_the\\_sahel.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/en_-_demographic_threat_-_youth_peace_and_security_in_the_sahel.pdf)
- <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/humanitarian-action-children-2022-burkina-faso>
- <https://www.mercycorps.org/blog/mali-youth-arms>

**Annexes V : Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):**

- Ministère de l'Emploi et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP) ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) ;
- Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (MJPEJ)
- Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (MFSNFAH)
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDCS) avec ses démembrements au niveau local (Gouvernorats, Régions, Communes, Départements...)
- Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID)
- Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique (MDHPC)
- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC)
- Le Conseil National de la Jeunesse;
- ONG et Réseau de la Jeunesse ;
- Le Conseil National pour la Promotion du Volontariat (CNPV) ;
- Les services techniques déconcentrés des Ministères concernés ;
- Les Collectivités Territoriales au niveau de la zone de mise en œuvre du projet
- Les ONG et Réseaux de la Jeunesse, le Programme National du Volontariat (PNV)
- Organisation Locales de Développement
- Associations et Coopératives Locales de Jeunes et de Femmes

Lassine

**Entretien YAGTU - Mali**

**Liste des personnes interviewés**

<b>Noms Prénoms</b>	<b>Fonction</b>	<b>Structure</b>	<b>Contacts</b>
Ousamane Oueloguem	Coordinateur du Projet Jeunes et Paix	ONG YAGTU	65 56 92 39
Hamadine Sadou Angoiba	Coordinateur du Projet Jeunes et Paix	ONG AMSS	76 10 89 78
Silham Baydari	Directeur	Centre Jeunes de Sogoniko	76 75 22 42

ISSA Coulibaly	Coordinateur Projet Jeunes et Paix	ONG AZAR	78 78 26 70
Amara SANGARE	Coordinateur Projet Jeunes et Paix	ONG ODI SAHEL	76 15 41 53
Pierre Antoine Archange	Conseiller Peace Building	PBF	90 65 73 16
Alfred Borbor	M&E Officer	PBF	92 71 11 65
Kissima Sylla	Expert National	PBF	66 79 79 45
Adriana Veloson	Chargée de programme	PBF	

#### Liste des personnes rencontrées au Burkina Faso

Nom Prénoms	Organisation	Fonction	Contacts
Dieudonné KINI	PNUD	Team Lead Gouvernance	70 25 20 22
Gedeon BEHIGUM	PBF	Coordinateur secrétariat PBF	54 08 09 69
Rokhaya Paquita	PNUD	Coordinatrice jeune et paix	75 87 00 01
Boureima NABALOU	PNVB	Directeur	70 47 82 63
Ouseiny Sakara	PNVB	Directeur Mobilisation des volontaires et post volontariat	74 04 05 92
Cassère Ouédraogo	PNVB	Chargé de planification	70 27 98 43
Djiguendé Désiré	PNVB	Agent comptable	78 11 45 72
Agnès Kaboré	CGD	Coordinatrice jeune et paix	70 26 61 36
Oumarou Cissé	A2N	Directeur Exécutif	76 62 34 62
Moumouni DIALLA	CNJ	President	70 02 99 33

Larba PILGA	Direction nationale de la Jeunesse et de l'éducation Permanente	Directeur General	79 18 27 39
ZIDA ABDOUL	Direction nationale de la Jeunesse et de l'éducation Permanente	Directeur du Partenariat et de la coopération	72 58 35 88
Rasmanè OUEDRAOGO	CRJ du Nord	Président	70 68 79 54
Danem Mahamane	DRJ du Sahel	Representant directeur	75 88 00 58

## ***Annexe V : Questionnaire Pour L'équipe De Projet/Équipe***

### ***Technique/Parties Prenantes***

1. Pensez-vous que le projet a réussi à atteindre ses objectifs et à relever les défis de la consolidation de la paix au Mali / Burkina Faso ?
  - Oui
  - Non

Si oui, quels seraient, selon vous, les 3 principaux succès du projet. Si non, quelles sont, selon vous, les principales raisons qui ont empêché le projet d'atteindre ses objectifs ?

2. Le projet était-il adapté aux priorités nationales, aux besoins des différents groupes cibles ?
  - Oui
  - Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir un exemple d'adaptation réalisée pour mieux tenir compte du contexte et des communautés locales.

3. Pensez-vous que le projet a adopté une approche participative lors de sa conception et de sa mise en œuvre, incluant les parties prenantes et les groupes cibles ?

- Oui
- Non

Veillez donner un exemple de la manière dont vous pensez que le projet a comblé les lacunes en matière de consolidation de la paix ? N'hésitez pas à expliquer une bonne pratique.

4. Pensez-vous que le projet a pu créer l'impact envisagé ?

- Oui
- Non

5. Les bénéficiaires ont-ils été impliqués dans la mise en œuvre et le suivi du projet ?

- Oui
- No

Si oui, veuillez fournir 3 exemples de la manière dont les bénéficiaires ont joué un rôle actif dans la mise en œuvre et le suivi du projet. Si non, veuillez expliquer pourquoi cela n'a pas été possible.

6. Pensez-vous que le projet a été bien coordonné entre les 2 pays ?

- Yes
- No

Si oui, veuillez donner un exemple de l'approche qui a fonctionné pour assurer une coordination et une synergie solides.

7. Pensez-vous que le projet a été bien coordonné entre les 2 agences des Nations Unies (PNUD et UNFPA) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez donner un exemple de l'approche qui a fonctionné pour assurer une coordination et une synergie solides.

8. Dans quelle mesure le projet conjoint at-il été conceptualisé, planifié et implémenté pour répondre la nécessité de la jeune et femme de paix, sécurité et intégration à travers une gouvernance participative impliquant les jeunes en tant qu'acteurs de paix et agents de développement ?

- Oui
- Non

9. Dans quelle mesure ce projet vise à renforcer la citoyenneté des jeunes en vue de favoriser leur engagement et leur participation dans au processus de consolidation de la paix et de la sécurité ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez donner un exemple

10. Dans quelle mesure et de quelle façon, le projet conjoint a contribué à l'initiative générale de paix à l'échelle nationale du gouvernement de Mali et Burkina Faso (complémentarité avec d'autres initiatives, etc.)?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez donner un exemple

11. Dans quelle mesure le projet a contribué à la intégration, participation actif et développement de la jeunesse dans le région transfrontalière de deux pays.

- Oui
- Non

Si oui, veuillez donner un exemple

12. Dans quelle mesure et de quelle façon, le projet joint a renforcé la voix et plaidoyer et la possession national à travers la participation et inclusion du Gouvernement, des membres de la société civile dans le processus d'implémentation du projet et quels ont été les défis et opportunités ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez donner un exemple

13. Pensez-vous que les équipes de projet au Burkina Faso et au Mali ont été en mesure de partager efficacement leurs connaissances et leurs bonnes pratiques au cours de la mise en œuvre du projet ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez fournir un exemple de la manière dont les bonnes pratiques ont été partagées et dont les connaissances ont été gérées. Dans le cas contraire, veuillez expliquer quelle approche a fonctionné pour assurer une coordination et une synergie solides.

14. Pensez-vous que la stratégie de suivi du projet s'est avérée efficace ?

- Oui
- Non

15. La stratégie de suivi du projet a-t-elle été modifiée au cours de sa mise en œuvre ?

- Oui
- Non

S'il y a eu des changements, veuillez les expliquer dans la zone de texte ci-dessous en précisant la raison de ces changements.

16. Pensez-vous que le projet a bien intégré la dimension de genre ?

- Oui
- Non

17. Y a-t-il eu des initiatives visant spécifiquement les jeunes femmes et les filles ?

- Oui
- Non

18. Y a-t-il eu des défis ou des sensibilités spécifiques associés au travail avec les jeunes femmes et les filles ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez donner un exemple

19. Veuillez donner deux exemples de la manière dont le projet a soutenu ou fait progresser l'autonomisation des femmes.

20. Veuillez expliquer les critères de sélection des bénéficiaires. Quels aspects clés ont été pris en compte et comment les bénéficiaires ont-ils été choisis ? Veuillez également faire part de tout défi associé au processus de sélection des bénéficiaires.

21. Le projet a-t-il suivi l'approche "do no harm" ?

- Yes
- No

22. Le projet a-t-il suivi une approche "personne n'est laissé derrière" ?

- Yes
- No

23. Le projet a-t-il contribué à d'autres partenariats transfrontaliers ?

- Yes
- No

Si oui, veuillez donner un exemple

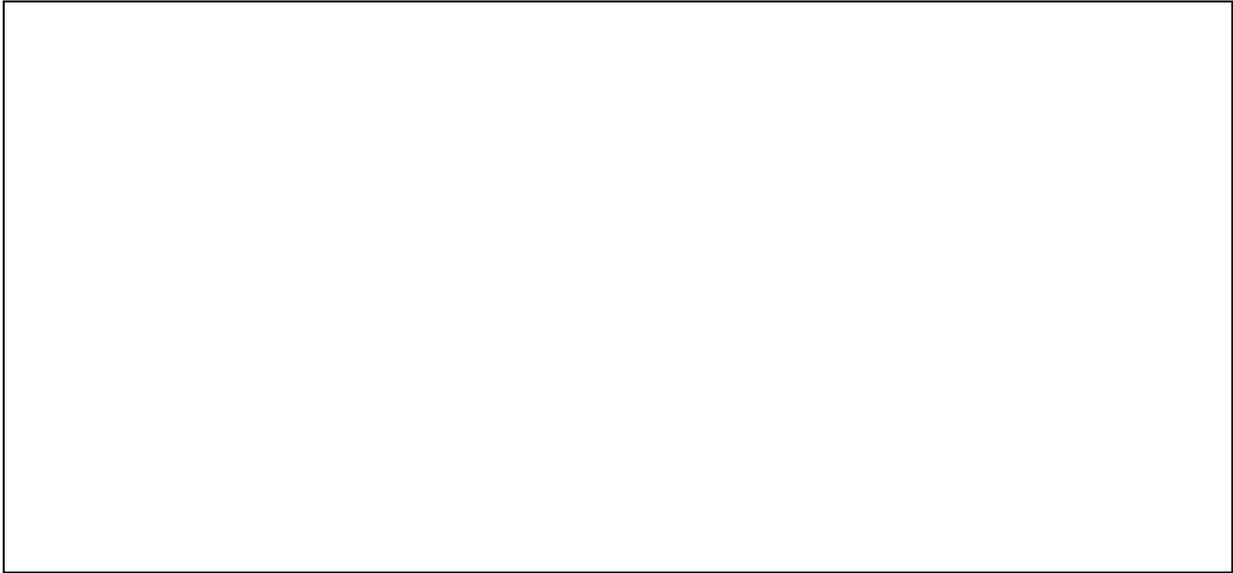
24. La situation socio-politique du Mali ou du Burkina Faso a-t-elle eu un impact quelconque sur le projet ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez fournir des exemples tangibles et inclure également des informations sur la manière dont le projet a géré ces défis :

25. Quel a été l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le projet ?

26. Comment ces défis ont-ils été relevés ?



27. Le projet a-t-il intégré d'autres thèmes transversaux ? (changement climatique, cohésion sociale, réduction des risques de catastrophes, autres)

- Oui
- Non

Si oui, veuillez fournir des exemples de la manière dont les thèmes transversaux ont été intégrés.



28. En repensant à la mise en œuvre du projet, si vous pouviez changer 3 choses, quelles seraient-elles ?

A large, empty rectangular box with a thin black border, intended for the respondent to write their answer to question 28. The box is currently blank.

## ***Annexe VI : Enquête pour la communauté/bénéficiaires***

1. Veuillez évaluer les affirmations suivantes :

<b>Sr#</b>	<b>Déclaration</b>	<b>Notation</b> (1 n'est pas d'accord et 5 est tout à fait d'accord)				
		<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
1	Je suis satisfait de ma participation au processus de conception du projet.					
2	Je me suis senti impliqué et j'ai joué un rôle actif dans la mise en œuvre du projet.					
3	Je sais quels critères ont été utilisés pour sélectionner les bénéficiaires du projet.					
4	Le projet a fait l'objet d'un suivi et tous les problèmes qui se sont présentés ont été traités					
5	En tant que membre de la communauté, je savais comment signaler un problème ou soulever une préoccupation à l'équipe du projet.					
6	Le projet a fait progresser l'égalité des sexes et a aidé les femmes à jouer un rôle actif dans le processus de consolidation de la paix.					
7	Le projet a été bénéfique pour moi et ma communauté					
8	Le projet a aidé les communautés à faire face au conflit et à comprendre comment elles peuvent jouer un rôle dans la cohésion sociale et les efforts de consolidation de la paix.					

9	Le projet a été capable d'anticiper les défis et de mettre en place des approches proactives pour y faire face.					
	L'intervention du projet a permis de résoudre les conflits dans ma communauté					
10	Le projet a permis de faire face aux complexités associées au travail sur la paix et les conflits, ainsi qu'aux défis supplémentaires posés par COVID-19.					
11	Je suis satisfait de la manière dont la communauté a été impliquée dans le projet et je pense qu'elle a eu l'occasion de donner son avis.					
12	Moi et/ou d'autres membres de la communauté avons été activement impliqués dans le suivi du projet.					
13	Cette intervention devrait être poursuivie ou un programme similaire devrait être mis en place.					
14	La communauté cherche des moyens de poursuivre le travail effectué dans le cadre du projet en utilisant des initiatives communautaires.					
15	J'ai le sentiment que les jeunes sont moins vulnérables à la radicalisation ou moins susceptibles d'adopter des mécanismes d'adaptation négatifs grâce à leur participation au projet.					
16	Je suis optimiste quant à la situation de paix et de conflit et je pense que les choses peuvent s'améliorer.					
17	Je pense que le fait que les femmes aient leur mot à dire sur les questions relatives à la consolidation de la paix contribue à renforcer les processus/négociations.					
18	Le projet a intégré le changement climatique, la réduction des risques de catastrophes, etc. comme thèmes transversaux.					

2. Veuillez partager 3 réussites clés du projet ?

3. Veuillez partager 3 choses qui, selon vous, pourraient être améliorées ou faites différemment. Veuillez donner des exemples.

## ***Annexe VII: Guide des discussions de groupe pour les parties prenantes***

1. Pensez-vous que le projet a réussi à atteindre ses objectifs ?
2. Quelle valeur pensez-vous qu'une approche transfrontalière a apporté à ce projet ?
3. Quels sont les principaux succès du projet ?
4. Quelles sont les pratiques/approches qui, selon vous, peuvent être adaptées à d'autres projets ou à d'autres régions géographiques ?
5. Quelles sont les approches qui, selon vous, n'ont pas bien fonctionné et devraient être évitées à l'avenir ?
6. Comment pensez-vous que les programmes futurs peuvent s'appuyer sur le travail effectué par ce projet ?
7. Qu'est-ce qui a le mieux fonctionné pour engager les jeunes et maintenir leur engagement ?
8. Le projet a-t-il contribué à créer une synergie, une agence et un leadership parmi les jeunes (jeunes hommes et jeunes femmes) ? Veuillez donner des exemples.
9. Si vous aviez une phase 2 de financement, comment utiliseriez-vous les ressources sur la base de l'expérience de la mise en œuvre de ce projet ?
10. Des réseaux, des partenariats ou d'autres initiatives ont-ils émergé grâce à ce projet ? Si oui, donnez des exemples.
11. Quels ont été les principaux défis dans la mise en œuvre du projet et comment ont-ils été relevés ?
12. Comment la synergie et la collaboration entre le Mali et le Burkina Faso peuvent-elles être maintenues maintenant que le projet est terminé ?
13. Les parties prenantes ont-elles été efficacement impliquées dans le projet et ont-elles été tenues au courant pendant la mise en œuvre du projet ?
14. Dans quelle mesure la communauté et les parties prenantes ont-elles été impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du projet ?
15. Avez-vous des recommandations concrètes par rapport à ce projet ?

### ***Annexe VIII: Liste de les parties prenantes***

Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc.):

- Pour le Mali - Programme des Nations Unies pour le Développement(PNUD) - Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)
- Pour le Burkina Faso - Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)- Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) ;

Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):

- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP) ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) ;
- Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (MJPEJ)
- Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (MFSNFAH)
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDCS) avec ses démembrements au niveau local (Gouvernorats, Régions, Communes, Départements...)
- Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID)
- Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique (MDHPC)
- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC)
- Le Conseil National de la Jeunesse ;
- ONG et Réseau de la Jeunesse ;
- Le Conseil National pour la Promotion du Volontariat (CNPV) ;
- Les services techniques déconcentrés des Ministères concernés ;
- Les Collectivités Territoriales au niveau de la zone de mise en œuvre du projet
- Les ONG et Réseaux de la Jeunesse,
- Le Programme National du Volontariat (PNV)
- Organisation Locales de Développement
- Associations et Coopératives Locales de Jeunes et de Femmes
- Secrétariat Permanent du G5 Sahel
- Plateforme Sous-régionale du PNUD-Afrique de l'Ouest et du Centre

## ***Annexe IX: Liste de les parties prenantes***

### **Critères et questions d'évaluation**

- Cette étude permettra de répondre aux principales questions fondamentales suivantes qui correspondent aux priorités stratégiques du projet. D'autres questions pertinentes devront être proposées et développées dans le rapport initial :
- Dans quelle mesure le projet conjoint a-t-il été conceptualisé, planifié et implémenté pour répondre la nécessité de la jeune et femme de paix, sécurité et intégration à travers une gouvernance participative impliquant les jeunes en tant qu'acteurs de paix et agents de développement ?
- Dans quelle mesure ce projet vise à renforcer la citoyenneté des jeunes en vue de favoriser leur engagement et leur participation dans au processus de consolidation de la paix et de la sécurité ?
- Dans quelle mesure et de quelle façon le projet a contribué à renforcer l'équité du genre et l'autonomisation des femmes ?
- Dans quelle mesure et de quelle façon, le projet conjoint a contribué à l'initiative générale de paix à l'échelle nationale du gouvernement de Mali et Burkina Faso (complémentarité avec d'autres initiatives, etc.)?
- Dans quelle mesure le projet a contribué à l'intégration, participation actif et développement de la jeunesse dans la région transfrontalière de deux pays.
- Dans quelle mesure et de quelle façon, le projet conjoint a renforcé la voix et plaidoyer et la possession (ownership) national à travers la participation et inclusion du Gouvernement, des membres de la société civile dans le processus d'implémentation du projet et quels ont été les défis et opportunités ?
- Dans quelle mesure et de quelle façon, le projet a contribué au Cadre stratégique intégré (CSI) ?

### **Indicateurs**

L'évaluation utilisera, primaire, les indicateurs fournis par le document de projet, les rapport

et d'autre documentation. Indicateurs complémentaires peuvent provenir de la compilation de données sur le terrain

### **Méthodes de collecte et analyse des données**

La mission d'évaluation utilisera une approche méthodologique mixte, combinant l'analyse des informations quantitatives et qualitatives. Ainsi, en plus de la conduite des enquêtes avec la population bénéficiaire cible, sélectionnée, une série d'ateliers de perception citoyenne seront organisés. Ce travail de recherche bénéficiera également des informations secondaires provenant des PNUD et UNFPA et OSC qui font partie ou non du projet.

Aussi, une section avec le contexte général et particulier de la mise en œuvre du projet seront traités à partir des informations de disponible. Par conséquent, il y aura, entretiens avec les acteurs clé, enquêtes si nécessaire, et atelier de perception avec les leaders, etc. Il y aura des entretiens avec les acteurs clé, enquêtes aléatoires, atelier de perception avec les leaders dans les zones de mise en œuvre du Projet et la révision documentaire. Il s'agira :

1. Évaluer la perception des agences du NU (PNUD et UNFPA), du gouvernement nationale et locale, des OSC et le jeune bénéficiaire cibles.
2. Considérer les critères de sélection utilisés pour les jeunes bénéficiaires du projet
3. Décrire le niveau de participation et d'implication de partie prenants dans le Projet.
4. Évaluer la perception de la population cible du changement réalisé en termes de participation, de sécurité et d'amélioration des moyens d'existence grâce au projet.
5. Quelles ont été les principales réalisations du projet et quelles étaient ses lacunes qui pourraient être améliorées.
6. Évaluer le niveau de satisfaction de la population aussi bien le niveau d'accessibilité fourni par le projet.
7. Évaluer les produits et les ressources de connaissance (tacites et explicites) disponibles dans le projet d'équipe, par les agences et les acteurs partenaires, les plus appropriés pour une plus efficace produit.
8. Développer et présenter des recommandations stratégiques basées sur les résultats de l'enquête (des discussions et perception des partie prenantes)